



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación

www.ei-ie.org

Mondes de

n° 39/Octobre 2011

l'Éducation



**Rapport du Congrès:
les membres de l'IE adoptent une stratégie
pour bâtir l'avenir de l'éducation**

SOMMAIRE

CONGRÈS DE L'IE

- 3 Politique sur l'éducation approuvée
- 4 Résolutions et Statuts
- 5 Les discours clés au Congrès
- 6 Les temps forts du Congrès en images
- 8 Les nouveaux dirigeants de l'IE élus

DROITS HUMAINS

- 9 Eco-Ecoles
- 10 Invité: Kumi Naidoo, Greenpeace International
- 12 *Civic Voices*: l'éducation aux droits humains
- 14 Conférence mondiale des populations autochtones sur l'éducation
- 15 Campagne mondiale pour l'éducation
- 16 Travail des enfants: l'école est le meilleur endroit où travailler

ÉGALITÉ

- 16 Crise dans l'éducation des filles

ÉDUCATION

- 17 La nouvelle appellation de l'Initiative Fast Track
- 18 Mali: une étude de l'IE montre les défis à la qualité des enseignants
- 20 Canada: l'importance d'avoir des classes peu chargées
- 22 R.-U.: les résultats d'une recherche soulignent le fossé éducatif
- 24 Chili: en campagne pour une éducation publique de qualité
- 25 Lettonie: les enseignants s'attaquent à la crise du recrutement

SOLIDARITÉ

- 26 Asie du Sud-Est: les enseignants soutiennent la coopération interrégionale
- 27 Le Sommet financier soutient la priorité des syndicats
- 28 Journée mondiale pour le travail décent
- 29 Cambodge: appliquer les droits des enseignants au travail
- 30 Haïti: une nouvelle dirigeante élue pour faire avancer l'éducation
- 31 U.E.: étude sur la protection sociale et l'inclusion

31 CALENDRIER

Photo de couverture: Des délégué(e)s votent sur la politique lors du 6e Congrès mondial de l'IE en juillet 2011.

Crédit photo: © Bea Uhart

Une meilleure qualification des éducateurs

Par Fred van Leeuwen, Secrétaire général



Le sixième Congrès mondial de l'IE a été un triomphe pour les dirigeant(e)s et les militant(e)s syndicaux/ales qui se sont réuni(e)s pour décider des priorités de l'IE pour les quatre prochaines années. Alors que les délégué(e)s passaient en revue et débattaient des propositions, planifiaient leurs stratégies et votaient, la solidarité au sein de notre profession – entre enseignant(e)s et le

personnel scolaire au sens large – était tout à fait claire.

Dans un contexte de crise financière, les délégué(e)s revenaient continuellement sur le thème d'une éducation de qualité pour bâtir l'avenir, en utilisant les bonnes pratiques, l'expérience professionnelle et la recherche en matière d'éducation. La politique globale de l'IE sur l'éducation a été adoptée au Congrès et aura un impact sur tous les aspects de la profession, parce qu'elle place les éducateurs/trices au cœur du développement de systèmes éducatifs durables et prospères qui promeuvent l'égalité.

L'égalité des genres, en particulier, a été au cœur du travail de l'IE durant toute cette année. De la Conférence mondiale des femmes à la Journée mondiale des enseignant(e)s, qui sera célébrée le 5 octobre, l'accent a été mis en 2011 sur l'égalité des genres en matière de résultats scolaires et sur la participation des femmes aux rôles dirigeants au sein de l'éducation. De nombreuses organisations membres de l'IE se sont inspirées de cette priorité pour s'attaquer aux causes premières de l'inégalité entre les performances scolaires des filles et des garçons, en insistant sur le fait qu'une éducation de qualité pouvait contribuer à réduire cette brèche, ainsi que les obstacles qui empêchent les femmes d'atteindre des postes senior de direction dans l'éducation, les syndicats et la vie publique. Aussi longtemps que les femmes continueront de représenter deux tiers de la population analphabète sur le plan mondial, et que la majorité des enfants non scolarisés continueront d'être des filles, l'IE veillera à ce que l'égalité des genres dans l'éducation reste un aspect crucial de notre travail.

À l'horizon 2012, l'IE s'alliera de nouveau avec l'OCDE et le Département de l'Éducation américain pour organiser le deuxième Sommet international sur la profession enseignante à New York. Sur le thème de «Préparer les enseignant(e)s et contribuer au développement des directeurs/trices d'établissements scolaires», le sommet de deux jours comprendra des séances plénières entre les ministres de l'Éducation, les dirigeant(e)s syndicaux/ales et les enseignant(e)s. ■

CONGRÈS DE L'IE

Le Congrès approuve la Politique globale sur l'éducation

Par Claude Carroué, Internationale de l'Éducation

Les affiliés de l'IE ont pris la décision historique d'adopter une politique globale sur l'éducation qui présente les vues collectives de ses trente millions d'affiliés sur un large éventail de domaines liés à l'éducation.

Avant de soumettre au vote le document, élaboré par le Bureau exécutif au travers un vaste processus de consultation des organisations membres, la Présidente de l'IE, Susan Hopgood, a exposé les points forts du projet politique, en disant: «Il est cohérent, étayé, fondé sur des faits, et nous croyons qu'il est à la pointe de la politique éducative».

Cette politique, qui aborde les défis les plus fondamentaux de l'éducation publique de par le monde, repose sur la croyance qu'une éducation publique de qualité est essentielle pour des sociétés saines et doit, par conséquent, devenir une priorité pour tous les gouvernements. Les principaux thèmes qui y sont abordés sont: promouvoir l'éducation en tant que droit humain et bien public; améliorer la qualité de l'éducation; promouvoir l'égalité par le biais de l'éducation inclusive; promouvoir l'enseignement en tant que profession; renforcer les syndicats de l'éducation, en tant que partenaires essentiels au sein de la société civile; promouvoir la solidarité au sein de l'éducation au niveau international; l'utilisation de la technologie pour une éducation de qualité; et promouvoir l'éducation à la vie et pour la vie.

La voix des enseignants

Le document démontre clairement l'influence positive de l'IE sur l'élaboration de politiques éducatives – une évidence qui est apparue au cours

du forum organisé durant le Congrès, où les représentant(e)s de l'OCDE, de la Banque mondiale et de l'Université de Harvard ont tous/toutes reconnu la force des arguments présentés par l'IE.

Les droits des éducateurs

Il est déclaré dans la politique: «L'éducation est un droit humain et un bien public; elle doit être financée sur des fonds publics et fondée sur une réglementation publique». En approuvant ce document, lors du 6ème Congrès mondial de l'IE, réuni au Cap, en Afrique du Sud, du 22 au 26 juillet, les délégué(e)s ont fermement rejeté la privatisation de l'apprentissage, parce qu'elle conduit à un nivellement par le bas, où des ressources limitées sont utilisées pour augmenter les marges bénéficiaires, au lieu d'améliorer l'accès à une instruction de qualité et son développement. L'utilisation des tests standardisés pour mesurer les performances scolaires a également été décrite comme un symptôme de la privatisation; elle doit rester limitée. De même, compter sur les résultats d'examens pour évaluer et indemniser les enseignant(e)s est inapproprié et réduit la portée de la matière enseignée aux élèves. Au contraire, la politique suggère que, pour renforcer la performance, il est essentiel d'investir dans un développement et une formation plus professionnels.

A propos de la condition des enseignant(e)s, la politique exhorte



La Présidente de l'IE, Susan Hopgood

les autorités publiques à «respecter et mettre en œuvre les conventions internationales relatives au droit d'organisation et de négociation collective des employé(e)s de l'éducation, et à la condition des enseignant(e)s et autres employé(e)s de l'éducation à tous les niveaux». Elle poursuit: «Les enseignant(e)s doivent se voir accorder un statut professionnel élevé dans la société, à la mesure de leurs responsabilités, de leurs qualifications et de leurs compétences professionnelles, et de la contribution de leur profession au développement de la société».

Le document affirme également que «des syndicats d'enseignants indépendants, démocratiques et représentatifs ont un rôle vital à jouer dans l'élaboration et l'offre d'une éducation de haute qualité à la société. Ils doivent exercer un rôle complet dans les débats sur l'offre et la qualité de l'éducation, et ils doivent être reconnus pour les besoins de la négociation collective comme les représentants officiels des enseignant(e)s et autres employé(e)s de l'éducation.» ■

info

Pour lire l'intégralité de la Politique, veuillez consulter:

<http://go.ei-ie.org/educationpolicyf>

CONGRÈS DE L'IE

Le Congrès définit de nouveaux objectifs pour l'IE sur les quatre années à venir

Par Timo Linsenmaier, Internationale de l'Education

Au vu des défis auxquels sera confronté le mouvement syndical enseignant international ces prochaines années, le dernier Congrès mondial de l'IE a adopté de nombreuses résolutions portant sur les questions les plus urgentes en rapport avec l'éducation dans le monde. Grâce à ces résolutions, l'IE est habilitée à défendre positivement le type de profession auquel nous aspirons tout en contrebalançant les effets négatifs de politiques et tendances sur le personnel de l'éducation à travers le globe.

La première de ces résolutions a adopté le document de politique sur l'éducation, un outil important en vue du futur travail de plaidoyer de l'IE, afin de promouvoir la solidarité entre organisations, promouvoir l'éducation comme bien public, renforcer la formation des enseignant(e)s et le développement professionnel, de même que le dialogue social.

Une autre résolution décisive adoptée par les délégué(e)s des syndicats membres reconnaît le rôle essentiel joué par les personnels de soutien de l'éducation eu égard à la délivrance d'un enseignement public de qualité, suivie d'une résolution destinée à éliminer les restrictions d'accès au matériel éducatif à des fins non-commerciales.

Le changement climatique constitue l'un des enjeux majeurs pour la

communauté internationale et la société civile; une résolution a donc été adoptée en la matière. Elle a été suivie d'une résolution concernant les restrictions imposées aux droits civils des enseignant(e)s sud-coréen(ne)s.

D'autres résolutions ont été adoptées sur l'avenir de la profession enseignante et la nécessité d'un financement soutenu de l'enseignement public, de même que sur le recrutement et la syndicalisation. Dans l'intervalle, la résolution sur l'éducation à la protection sociale a appelé les organisations à participer activement aux programmes de promotion du dialogue social et de la protection sociale.

Le phénomène mondial de migration des enseignant(e)s a fait l'objet d'une autre résolution, suivie de résolutions sur l'égalité des genres, le travail des

enfants, l'enseignement public en Haïti et la communauté chypriote turque.

Le Congrès a également profité de l'occasion pour valider plusieurs amendements aux Statuts et Règlements de l'IE. L'article sur la suspension ou le retrait d'une organisation membre est désormais plus clair, puisqu'il met en avant les implications de la suspension d'une organisation membre, et la proposition visant à établir les structures ou groupements sous-régionales/aux et interrégionales/aux a été intégrée, permettant ainsi aux organisations membres des pays arabophones de former une structure au sein de l'IE.

Plusieurs amendements relatifs aux cotisations, au système d'audit financier et aux procédures de vote ont également été ajoutés ou clarifiés, et une nouvelle catégorie de membres a été créée.

Au terme du Congrès, une motion a été adoptée afin de reprendre toutes les autres résolutions et décisions qui seront soumises à la considération du nouveau Bureau exécutif lors de sa réunion de novembre 2011. ■



info

Les résolutions du Congrès et les Statuts et Règlements amendés peuvent être consultés dans leur intégralité sur: www.ei-ie.org/library

CONGRÈS DE L'IE

Faire entendre la profession

Par Mar Candela, Internationale de l'Éducation

En tant que forum ouvert au débat et à la réflexion, le récent Congrès mondial de l'IE a constitué une plateforme unique pour partager le message des enseignant(e)s et des professionnel(le)s de l'éducation, des dirigeant(e)s politiques et syndicaux/ales, ainsi que des défenseurs/euses de la société civile des quatre coins du monde. Quelques points clés de différents discours d'ouverture sont mis en relief ci-après.

Fred van Leeuwen

L'IE avance malgré la crise financière

Dans son allocution détaillée, le Secrétaire général de l'IE, Fred van Leeuwen, a rendu compte du travail accompli par l'IE depuis son Congrès en 2007. L'impact de la crise économique mondiale, qui a dominé le programme politique dans de nombreux pays, s'est avéré « crucial », a insisté Fred Van Leeuwen, tout comme le rôle des syndicats mondiaux dans la constitution d'un front commun dans le monde entier, à une époque où nombre de gouvernements limitaient les droits sociaux et les libertés.

Susan Hopgood

L'enjeu est de taille pour l'éducation

La Présidente de l'IE, Susan Hopgood, a appelé les éducateurs/trices du monde entier à rester unis pour relever les défis auxquels est confronté le mouvement syndical enseignant international: «Aussi intimidant que cela puisse paraître, nous savons que nous pouvons faire face à de nouveaux défis présentant des enjeux majeurs en puisant notre inspiration et notre force dans notre collectivité et syndicat mondial qu'est l'IE. Après tout, nous avons créé l'IE pour qu'elle soit guidée par les idéaux de la démocratie, des droits humains et de la justice sociale.»

Kgalema Motlanthe

Le syndicalisme mondial est essentiel

Le Vice-président de l'Afrique du Sud, Kgalema Motlanthe, s'est félicité du travail réalisé par l'IE pour développer un mouvement syndical enseignant fort et uni qui s'étend aux quatre coins du monde.

Il a mis l'accent sur l'importance du dialogue entre la société civile et les gouvernements afin de développer un nouvel ordre social fondé sur la justice, la paix, la sécurité et l'engagement à défendre les droits humains.



Kgalema Motlanthe

© Bea Uhart (IE)

Carol Bellamy

Le déficit de financement menace l'Éducation pour Tous (EPT)

Présidente de l'Initiative Fast Track (FTI), dotée d'un budget d'un milliard de dollars, en faveur de l'EPT, Carol Bellamy a souligné que l'aide internationale est restée inchangée depuis 2007, de sorte que le déficit de financement de l'EPT s'élève à 16 milliards de dollars. Elle a exposé les propositions de la FTI d'obtention d'une « promesse de reconstitution des ressources » de deux milliards de dollars supplémentaires.

Lulama Xingwana

Œuvrer davantage pour l'éducation des filles

Dans son discours adressé aux militantes participant au Caucus des femmes de l'IE, la Ministre sud-africaine des femmes, des enfants et des personnes handicapées, Lulama Xingwana, a cité le proverbe: « Pour tenir un jour, pêche un poisson. Pour tenir une année, plante du riz. Pour tenir dix ans, plante un arbre. Pour tenir toute une vie, élève une fille ». Elle a présenté des preuves attestant des progrès réalisés en matière d'égalité entre hommes et femmes en Afrique du Sud, où de nouvelles stratégies en faveur de l'éducation des filles ont vu le jour, ainsi que des actions menées pour garantir des stages dans des professions où l'on retrouve habituellement moins de femmes.

Guy Ryder

Mettre la crise à profit

Le Directeur exécutif de l'OIT a noté qu'un changement positif suite à la crise est toujours attendu. Il a aussi appelé les syndicats de l'éducation à stimuler de nouveaux modèles de croissance. M. Ryder a déclaré: « Quelle plus grande trahison vis-à-vis des générations futures peut-il y avoir que de leur dénier l'accès à l'éducation publique – une précondition de base de la justice sociale dans toute société? » ■

Images du Congrès de 2011



Les délégué(e)s au Congrès ont élu un nouveau Bureau pour diriger l'IE de 2011 à 2015

© Bea Uhart (IE)



Une chorale d'enseignant(e)s du Cap occidental a chanté lors de la cérémonie d'ouverture

© TheFort (IE)



La Présidente de l'IE Susan Hopgood (au centre) a mené les débats au Congrès mondial

© TheFort (IE)



Les délégué(e)s ont écouté les débats parallèles de l'IE durant les sessions plénières du Congrès

© TheFort (IE)



Les délégué(e)s débattent lors du Caucus des femmes pré-Congrès

© Bea Uhart (IE)

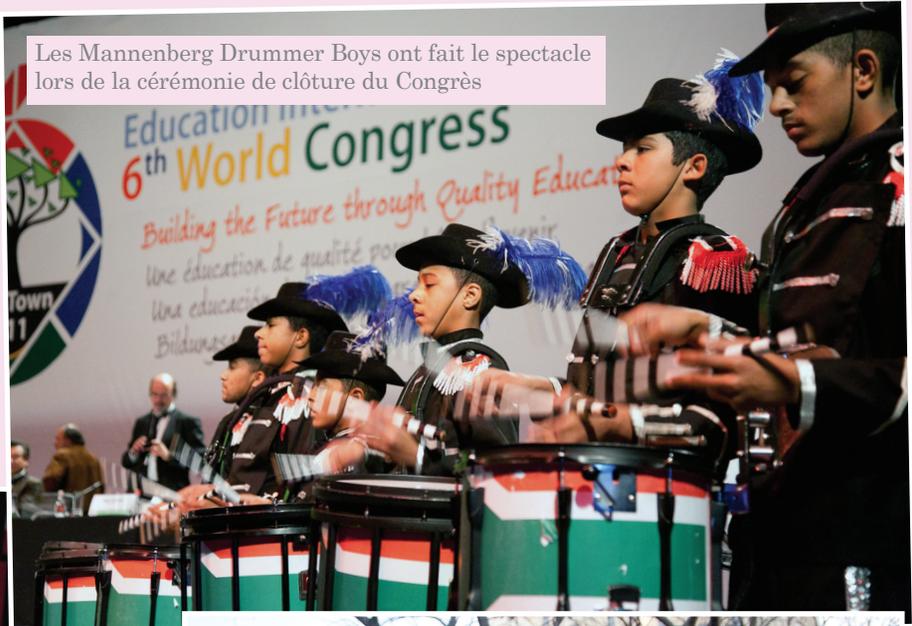


Les délégué(e)s s'unissent lors du Forum IE/ISP sur le thème de la paix pré-Congrès – le plus grand événement de ce type

© Bea Uhart (IE)



...p occidental a
...ture du Congrès



Les Mannenberg Drummer Boys ont fait le spectacle lors de la cérémonie de clôture du Congrès



s parmi les affiliés
du Congrès



La Vice-présidente de l'IE, Haldis Holst, s'adressant à un groupe d'étudiant(e)s à l'extérieur du centre du Congrès



SP sur les LGBT
type en Afrique



Les délégué(e)s votent sur la politique lors du 6e Congrès de l'IE

© Bea Uhart (IE)

© Bea Uhart (IE)

© Bea Uhart (IE)

CONGRÈS DE L'IE

Election d'une nouvelle équipe de direction à l'IE

Par Claude Carroué, Internationale de l'Education

Plus de 1.800 délégué(e)s représentant les syndicats de 154 pays au Congrès quadriennal de l'IE ont élu une nouvelle équipe de syndicalistes enseignant(e)s du monde entier pour diriger l'IE pendant les quatre prochaines années.

Le Bureau exécutif nouvellement élu entame son mandat de quatre ans au moment où les syndicats du secteur public et les travailleurs/euses de l'éducation partout dans le monde sont confrontés à des défis considérables. Au vu des attaques répétées aux droits de négociation collective, du sous-investissement chronique dans le développement d'une profession enseignante forte et qualifiée, du retrait des engagements financiers qui permettraient d'atteindre l'Objectif du Millénaire pour le développement que représente l'Education pour Tous, et des atteintes portées aux droits syndicaux et humains, le programme de travail du Bureau exécutif, soutenu par le Secrétariat de l'IE, se fondera sur les résolutions proposées par les organisations membres lors du Congrès du Cap. ■

Le Bureau restreint de l'IE:

- **Susan Hopgood**, AEU (Australie), Présidente
- **Irene Duncan-Adanusa**, GNAT (Ghana), Vice-présidente, Afrique
- **Juçara Dutra Vieira**, CNTE (Brésil), Vice-présidente, Amérique Latine
- **S. Eswaran**, AIPTF (Inde), Vice-président, Asie-Pacifique
- **Haldis Holst**, UEN (Norvège), Vice-présidente, Europe
- **Dennis Van Roekel**, NEA (Etats-Unis), Vice-président, Amérique du Nord et Caraïbes
- **Fred Van Leeuwen**, AOb (Pays-Bas), Secrétaire général

Les six membres du Bureau exécutif élus pour la première fois sont:



Sławomir Broniarz, ZNP (Pologne), Siège régional, Europe



Roustan Job, T&TUTA (Trinité & Tobago), Siège ouvert



Stella Maldonado, CTERA (Argentine), Siège régional, Amérique Latine



Senen Niño Avendano, FECODE (Colombie), Siège ouvert



Marième Sakho Dansokho, Sypros (Sénégal), Siège régional, Afrique



Dennis Van Roekel, NEA (Etats-Unis), Vice-président, Amérique du Nord et Caraïbes

Les syndicalistes enseignant(e)s réélu(e)s sont:

- **Mugwena Maluleke**, SADTU (Afrique du Sud), Siège régional, Afrique
- **Yuzuru Nakamura**, JTU (Japon), Siège régional, Asie-Pacifique
- **Yim Pheng Lok**, NUTP (Malaisie), Siège régional, Asie-Pacifique
- **Eva-Lis Sirén**, Lärarförbundet (Suède), Siège régional, Europe
- **Maria Teresa Cabrera Ulloa**, ADP (République dominicaine), Siège régional, Amérique Latine
- **Emily Noble**, FCE-CTF (Canada), Siège régional, Amérique du Nord et Caraïbes
- **Randi Weingarten**, AFT (USA), Siège régional, Amérique du Nord et Caraïbes
- **Teopista Birungi Mayanja**, UNATU (Ouganda), Siège ouvert
- **José Campos Trujillo**, FE.CC.OO (Espagne), Siège ouvert
- **Patrick Gonthier**, UNSA-Education (France), Siège ouvert
- **Grahame McCulloch**, NTEU (Australie), Siège ouvert
- **Abdelaziz Mountassir**, SNE-FDT (Maroc), Siège ouvert
- **Alain Pelissier**, CSQ (Canada), Siège ouvert
- **Patrick Roach**, NASUWT (Royaume-Uni), Siège ouvert

DROITS HUMAINS

Les éducateurs agitent le drapeau vert

Par Angie Striedinger, Internationale de l'Éducation

Les Eco-Ecoles font partie d'un programme international pour l'éducation à l'environnement qui existe dans plus de 50 pays à travers le monde. Ce programme donne l'exemple en montrant comment des cours sur les changements climatiques et les sources d'énergie renouvelable, la biodiversité et la conservation peuvent éduquer la prochaine génération à sauver les écosystèmes meurtris de la planète.

Le projet Eco-Ecoles vise à sensibiliser les étudiant(e)s aux questions de développement durable, et se concentre sur la responsabilisation des enseignant(e)s et élèves grâce à des processus démocratiques et participatifs pour qu'ils/elles prennent un rôle actif dans la façon dont leur école peut être gérée en faveur de l'environnement.

Nouvelles perspectives

A l'école primaire Pokanong d'Afrique du Sud, qui s'est jointe au programme en 2009, les enseignant(e)s et les étudiant(e)s organisent et s'impliquent régulièrement dans des activités sur des questions environnementales. Par exemple, en août, 40 élèves accompagné(e)s de leurs enseignant(e)s se sont rassemblés dans la cour de l'école pour participer à un jeu de reconstruction d'image d'Eco-Ecoles. Après 30 minutes de discussions agitées, sprints et cris de victoire, la coordinatrice locale des Eco-Ecoles, Judy van Schalkwyk, a répondu avec enthousiasme aux questions des élèves portant sur l'érosion des sols, la pollution de l'eau et les parcs naturels.

Judy coordonne le projet Eco-Ecoles pour 11 écoles dans la région de Blouberg dans la province du Limpopo. «Ce sont des écoles oubliées d'Afrique du Sud, se trouvant dans des régions pauvres et reculées au taux de chômage élevé», a-t-elle expliqué.

«Les enseignants sont peu équipés pour s'adapter aux changements de programmes et travailler loin de chez eux affecte leur moral. Très souvent, les activités Eco-Ecoles sont les seuls projets qui amènent un souffle de vie nouvelle dans la réalité de tous les jours des enseignants et élèves.»

Les syndicats mobilisés pour la protection de l'environnement

C'est le bon moment pour investir une nouvelle énergie dans les efforts d'enseignement de la protection de l'environnement. La nouvelle résolution de l'IE sur la mobilisation des syndicats de l'éducation à propos des changements climatiques – adoptée au Congrès mondial de juillet – insiste sur le «rôle important» que les syndicats de l'éducation ont à «jouer pour instruire les étudiant(e)s à propos des causes et des effets des changements climatiques». Le texte encourage tous les affiliés à organiser des projets de sensibilisation parmi leurs membres et demande que les programmes scolaires incluent des sessions spécifiques consacrées au développement durable, à la biodiversité et aux changements climatiques.

Les Nations Unies ont proclamé 2011 Année internationale des forêts, fournissant ainsi une opportunité unique pour sensibiliser davantage le public aux défis des forêts mondiales



© Angelika Striedinger (IE)

Les étudiant(e)s de l'école primaire de Pokanong, en Afrique du Sud, suivent une leçon sur la protection de l'environnement

et des personnes qui en dépendent. Pendant ce temps, la Décennie de l'UNESCO de l'éducation pour le développement durable est en cours jusque 2014 et promeut l'éducation pour un développement environnementalement sain, socialement équitable, culturellement sensible et économiquement juste.

Pour les écoles et les éducateurs/trices, le projet Eco-Ecoles est un cadre pratique et bien organisé pour réaliser ces objectifs. ■

info

Programme Eco-Ecoles:
www.eco-schools.org

Décennie de l'UNESCO
de l'éducation pour le
développement durable:
[http://go.ei-ie.org/
unescoeduenv](http://go.ei-ie.org/unescoeduenv)

DROITS HUMAINS

Les éducateurs/trices jouent un rôle clé dans les luttes sociales, y compris les questions environnementales

Lors de son discours d'ouverture au 6e Congrès mondial de l'IE, au Cap, le Directeur exécutif de Greenpeace International, Kumi Naidoo, a encouragé les 1.800 dirigeant(e)s syndicaux/ales de l'éducation à faire face à la menace à l'encontre des services éducatifs de «façon pacifique, prioritaire et courageuse.»

Dans un entretien spécial pour le magazine des Mondes de l'Education, Kumi nous fait part de son avis sur le Congrès, l'adoption de la résolution de l'IE relative à l'éducation et aux changements climatiques et il rend hommage au rôle des éducateurs /trices qui luttent pour la justice sociale. Il fournit également des conseils sur la façon dont l'IE pourrait traiter avec les entreprises privées qui veulent se faire une place dans le secteur de l'éducation.

Invité: Kumi Naidoo

Par Claude Carroué, Internationale de l'Education

Quel était votre principal message au Congrès de l'IE en Afrique du Sud?

Mon principal message était que les éducateurs/trices sont des composants clés de la société. Parmi les défis majeurs auxquels l'humanité fait face, tels que les changements climatiques, la justice économique, la justice sociale, la justice pour les femmes ou les droits des peuples indigènes, les éducateurs/trices ont un rôle énorme à jouer car ils/elles disposent d'un accès unique aux jeunes du monde entier.

En ce qui concerne les changements climatiques en particulier, le message est que le temps presse. Nous devons donc mettre en place l'alliance la plus forte possible, sensibiliser au maximum et pousser les gens à agir rapidement pour pousser nos gouvernements et entreprises à réagir bien plus rapidement qu'ils ne sont disposés à le faire actuellement.

Pourquoi la profession enseignante est-elle importante?

L'histoire montre que les éducateurs/trices faisaient partie de tous les mouvements pour la justice du monde, de la lutte contre l'esclavage à celle contre l'apartheid, en passant par les droits civils, le droit de vote des femmes et plusieurs autres combats. Selon moi, aucun d'entre eux n'aurait été gagné sans l'implication des éducateurs/trices.

Etant originaire d'un milieu ouvrier, je reconnais que dans celui-ci, les

éducateurs/trices sont toujours très bien considéré(e)s, bénéficient d'un statut économique considérable et sont respecté(e)s. Dès lors, quand les enseignant(e)s sont impliqué(e)s dans des combats, comme la privatisation de l'éducation, ils représentent des exemples qui encouragent de nombreuses personnes à s'engager.

D'après mon expérience personnelle, en tant que jeune ayant grandi en Afrique du Sud et résisté au système de l'apartheid, lorsque nous avons été renvoyés de l'école pour nous être opposés au système, le fait d'avoir des enseignant(e)s de notre côté a permis d'expliquer plus facilement à nos parents la raison de nos actes.

Quelle est votre réaction à la nouvelle politique de l'IE relative à l'éducation et aux changements climatiques?

Greenpeace accueille favorablement cette résolution. Elle est bien équilibrée en terme d'actions pratiques que les enseignant(e)s peuvent entreprendre dans leurs écoles, classes et communautés dans lesquels ils/elles opèrent, ainsi qu'un aspect plaidoyer, selon lequel les éducateurs/trices sont des citoyen(ne)s disposant d'une voix dans le débat public mondial sur les changements climatiques.

Lorsque les syndicats de l'éducation, alors qu'ils ne le font pas habituellement, viennent sur le devant de la scène sur des sujets

environnementaux et affirment « nous résisterons car il s'agit de la défense de l'avenir de nos enfants et petits-enfants », cela a un effet différent sur l'opinion publique par rapport à nos actions. Nous apprécions donc cette résolution qui établit une base pour des relations de travail étroites, non seulement entre Greenpeace et l'IE, mais aussi avec le mouvement environnemental en général.

Selon vous, quelle est la fonction clé des éducateurs/trices dans les questions environnementales?

Les éducateurs/trices n'ont jamais attendu que quelqu'un leur dise ce qu'ils/elles doivent faire. Dans de nombreuses régions du monde, j'ai été le témoin d'excellentes initiatives d'enseignant(e)s dans les écoles primaires et secondaires, et dans les institutions d'enseignement supérieur.

Nous remarquons également que les enseignant(e)s mobilisent leurs étudiant(e)s, particulièrement dans les communautés dont l'environnement est endommagé, pour des programmes de plantation d'arbres ou du travail agricole et des jardins communautaires sur les terrains de l'école. Des clubs environnementaux existent également souvent dans les écoles. Ils sont animés par les enseignant(e)s, apportant ainsi un échange des responsabilités très positif entre l'éducateur/trice et l'apprenant(e) sur cette question.

Quelles aptitudes ces activités peuvent-elles développer chez les étudiant(e)s?

Lorsque les jeunes s'engagent dans de telles activités, vous renforcez leur conscience environnementale et leur capacité à devenir dirigeant(e) dans le futur. Cela permet, espérons-le, que toutes les formes de vie sur cette planète – êtres humains, plantes et animaux – puissent coexister d'une



© Frederik Destree (IE)

Kumi met les éducateurs/trices au défi de prendre la tête du combat pour la justice

façon plus harmonieuse que dans le passé.

Quel conseil donneriez-vous à l'IE dans sa lutte contre la privatisation de l'éducation?

Tout d'abord, il est important de reconnaître que l'éducation est un droit humain basique que les gouvernements doivent garantir. L'idée consistant à faire de l'éducation une entreprise à but lucratif est très problématique. En Afrique du Sud, par exemple, nous avons vu des « écoles fantômes » fondées par des personnes sans scrupule, qui promettent des diplômes de haut niveau et disparaissent à la première occasion après avoir pris votre argent.

Peut-être aujourd'hui incombe-t-il à l'IE est de soutenir Greenpeace et les autres groupes environnementaux dans leur opposition aux grandes

entreprises pétrolières et d'énergie fossile et d'encourager un traité juste et légalement contraignant, tandis qu'à l'avenir, ce sera au tour de l'IE de venir nous trouver et demander le soutien de Greenpeace pour empêcher la privatisation massive de l'éducation par des entreprises multinationales. Dès lors, mon conseil est d'établir des relations étroites entre les syndicats et les ONG comme Greenpeace. ■

info

Plus d'informations sur les activités de Greenpeace peuvent être trouvées sur: www.greenpeace.org

Pour lire la résolution de l'IE sur le changement climatique, allez sur: <http://go.ei-ie.org/resolutionclimatechange>

DROITS HUMAINS

Un projet mondial préserve le passé pour inspirer l'avenir

Par Larry Specht, *American Federation of Teachers (AFT, Etats-Unis)*

Les délégué(e)s au Sixième Congrès mondial de l'IE ont rencontré des élèves sud-africain(e)s du secondaire désireux de connaître quelle a été leur implication dans les luttes pour la défense des droits humains et la justice sociale. Les étudiant(e)s avaient une mission éducative importante à mener: identifier les participant(e)s au Congrès ayant été actifs/actives dans des mouvements en faveur de la démocratie dans leur pays d'origine, et enregistrer leur témoignage pour la postérité.

Les étudiant(e)s étaient invité(e)s au Cap par le syndicat d'enseignants sud-africain *National Professional Teachers' Organisation of South Africa (NAPTOSA)*, une des organisations hôtes du Congrès et l'un des huit syndicats de l'éducation participant au projet *Civic Voices*.

Civic Voices rassemble enseignant(e)s et étudiant(e)s du monde entier dans le but de développer une archive en ligne constituée d'interviews historiques avec des citoyen(ne)s engagé(e)s. Cette archive, dénommée *International*

Democracy Memory Bank, est disponible sur le site www.civicvoices.org.

En rassemblant les histoires des activistes de leur communauté, les étudiant(e)s approfondissent leur connaissance de l'histoire locale et arrivent à mieux connaître le rôle des personnes qui ont apporté un changement.

«En tant qu'élève, je suis devenu plus conscient de ce qui se passe autour de moi d'un point de vue social», a dit Wanda Bhala, un élève de l'école

secondaire de Clairwood à Durban, en Afrique du Sud, qui a participé au projet. «J'ai réalisé que la vie ne tournait pas seulement autour de moi; elle concerne également ma communauté et la possibilité de faire une contribution positive à la société.»

Le projet est innovateur, car il permet aux affiliés de l'IE d'œuvrer ensemble pour promouvoir le développement professionnel de leurs membres, la réussite scolaire des étudiant(e)s et l'engagement civique d'une nouvelle génération de citoyen(ne)s.

Des échanges internationaux

Les enseignant(e)s participant(e)s ont l'opportunité de mettre en place des échanges internationaux et d'œuvrer ensemble pour élaborer du matériel scolaire qui soit disponible gratuitement sur le site du projet. Ce matériel est disponible dans une multitude de langues.

Plus de 60 délégué(e)s et invité(e)s de l'IE ont été interviewé(e)s lors du Congrès mondial, et leurs histoires rejoindront les quelque 250 entretiens figurant déjà sur le site Internet.

Les personnes interviewées, telles que la Présidente de l'IE, Susan Hopgood, et le Directeur exécutif de Greenpeace, Kumi Naidoo, ont eu plaisir à rencontrer des étudiant(e)s activement engagé(e)s pour préserver l'histoire des luttes pour la liberté.



Des étudiant(e)s sud-africain(e)s posent avec Walter Robinson (à l'extrême droite), membre de l'AFT, lors du Congrès de l'IE

«Je suis fier de ce que ce pays a réalisé et remercie tous les héros méconnus qui ont mené un combat long et ardu pour libérer notre peuple de l'oppression.»
Wanda Bhala, étudiant

Il y a à la fois une valeur immédiate et durable à enregistrer ces histoires. «Pour mes étudiants, ce projet donne un aspect humain à l'histoire», explique Monika Konczyk, coordinatrice de projets au syndicat Solidarnosc de Pologne. «Ils peuvent voir les émotions. Vous ne pouvez pas voir des émotions dans un livre... Si une société démocratique libre ne se souvient pas de son histoire – son passé – elle meurt.»

Des voix courageuses

Les recherches menées sur l'évaluation du projet laissent penser qu'engager des étudiant(e)s dans ce travail accroît leur sens civique. «Certains de nos jeunes sont devenus un peu trop complaisants, prêts à accepter l'autorité sans vraiment de remise en question», a indiqué Lee Cutler, Vice-président de l'*American Federation of Teachers* (AFT). «Nous considérons que cette tendance est très dangereuse dans une démocratie. Ce programme traite d'une expérience de vie réelle qui consiste à défendre ce en quoi vous croyez, à se comporter de manière courageuse ou héroïque.»

Le projet est financé par le Département de l'Éducation des États-Unis et géré par l'*AFT Education Foundation*, en collaboration avec les partenaires suivants: *Federacion Colombiana de Educadores* (FECODE), de Colombie; *Educators and Scientists Free Trade Union of Georgia* (ESFTUG), de Géorgie;



Des étudiant(e)s sud-africain(e)s rassemblé(e)s au Centre de convention du Cap se préparent à interviewer des participant(e)s au 6e Congrès de l'IE

Federation of Mongolian Education and Science Unions (FMESU), de Mongolie; *National Association of Schoolmasters Union of Women Teachers* (NASUWT), d'Irlande du Nord; *Public Services Labour Independent Confederation* (PSLINK), des Philippines; *Solidarnosc*, de Pologne; et *NAPTOSA*, d'Afrique du Sud.

Civic Voices est tant un projet local que mondial. Il contribue à préserver la mémoire civique au sein des communautés et renforce également la valeur des comparaisons et des études des mouvements sociaux au plan mondial. ■

info

Le projet *Civic Voices* a récemment élaboré une ressource comparative pour analyser des stratégies non violentes en vue d'introduire un changement politique.

Des méthodologies sur le dialogue communautaire, l'éducation, la législation et les grèves sont disponibles sur:

www.civicvoicesforpeace.org

DROITS HUMAINS

Réflexions sur la Conférence mondiale des populations autochtones sur l'éducation

Par Joann Sebastian Morris, *National Education Association (NEA, Etats-Unis)*

La neuvième Conférence mondiale des populations autochtones sur l'éducation (WIPCE) a eu lieu à Cuzco, au Pérou, du 14 au 18 août. C'était la première fois qu'un pays latino-américain accueillait cet événement triennal depuis sa création en 1987. En tant qu'éducatrice autochtone, j'ai été ravie de revenir à la WIPCE pour apprendre les dernières avancées, me remémorer nos forces collectives, et saluer des ami(e)s de longue date, rencontré(e)s pour la plupart pour la première fois en 1987.

La cérémonie d'ouverture, remplie d'émotion et de richesse culturelle, s'est tenue à la réserve nationale de Sacsayhuaman. L'impressionnante forteresse a servi de toile de fond à des centaines de participant(e)s venu(e)s – beaucoup d'entre eux/elles en costume traditionnel – de nombreux pays comprenant l'Australie, le Brésil, le Canada, le Chili, l'Equateur, les Etats-Unis d'Amérique, le Japon, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Taïwan, et le Samiland (en Norvège). Se sont joint(e)s à eux/elles des responsables gouvernementaux/ales, des dirigeant(e)s de tribus, des représentant(e)s de délégations et autres qui offraient chants, danses, prières et sagesse.

Préserver les cultures autochtones

Le contenu de la conférence a été tout aussi riche, avec 12 discours principaux et près de 250 ateliers. Le thème principal de cet événement de cinq jours était la préservation à tout prix des cultures, des langues, des histoires et des modes de vie autochtones traditionnels, tels que les discussions des programmes d'immersion maoris et hawaïens, et les efforts accomplis pour faire de l'éducation axée sur la culture ou l'éducation interculturelle la norme pour les étudiant(e)s autochtones. La militante et ex-députée péruvienne Hilaria Supa a évoqué la maltraitance des Indiens, «toujours et encore qualifiés de paysans»,

la nécessité de nous en remettre à notre «sagesse ancestrale» et de «lutter pour enseigner le cosmos andin». Un thème corollaire était la nécessité de décoloniser les systèmes éducatifs actuels et de leur rendre leur caractère autochtone. Parmi les exemples cités ont figuré la réussite d'une école du peuple iroquois qui a transcendé la colonisation historique, un projet visant à différencier les valeurs et croyances incas de celles occidentales. Néanmoins, des conférenciers/ières, tels que l'orateur autochtone Michael Donovan de Nouvelle-Galles du Sud, ont fait part de leurs préoccupations quant à leurs systèmes éducatifs: «L'argent gouvernemental est jeté à l'éducation autochtone, sans jamais demander aux autochtones ce qu'ils désirent ou ce dont ils ont besoin. Ce financement est plutôt consacré à ce qu'ils pensent être bon pour nous.»

Les ateliers de travail ont couvert un vaste éventail de sujets, de l'éducation de la petite enfance (EPE) à l'enseignement supérieur, et de la technologie aux affaires internationales. Par exemple, certain(e)s orateurs/trices ont présenté des modèles et des exemples de réussites; d'autres ont plaidé pour des enseignant(e)s et des programmes de formation des enseignant(e)s sensibles aux questions culturelles.

Utiliser la technologie

L'utilisation de la technologie a également été prônée pour les

aborigènes ruraux/ales australien(ne)s, afin de préserver la transmission de leur savoir et histoires. Par ailleurs, un certain nombre de séances de la conférence ont aussi souligné l'importance de l'éducation à l'environnement, reconnaissant le lien des peuples autochtones à la terre, et de l'impact du changement climatique affectant négativement de nombreuses communautés autochtones.

Les conférenciers/ières ont également discuté de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et les Objectifs du Millénaire pour le développement. ■

info

Des informations additionnelles sur les présentations faites lors du WIPCE sont disponibles (en anglais) sur:

<http://wipce2011.net>

Pour le programme visant à promouvoir la Convention de l'OIT n°169 relative aux peuples indigènes et tribaux, visitez:

<http://pro169.org>

DROITS HUMAINS

Dernières nouvelles de la Campagne mondiale pour l'éducation

Par Owain James, Campagne mondiale pour l'éducation

Assemblée générale de la CME 2011

La quatrième Assemblée générale de la Campagne mondiale pour l'éducation (CME) s'est réunie au début de cette année, à Paris. A cette occasion, la CME a adopté sa stratégie 2011-2014, qui comprend notamment l'engagement de mener une campagne contre la pénurie mondiale d'enseignant(e)s professionnel(le)s.

La CME examine actuellement les détails de la stratégie à mettre en place pour cette campagne en collaboration avec l'IE. De nouvelles informations à ce sujet vous seront communiquées dans le prochain numéro. Une chose est certaine, il existe une volonté commune de voir nos dirigeant(e)s mondiaux/ales renforcer leurs actions et faire un ultime effort pour remédier à la pénurie d'enseignant(e)s professionnel(le)s avant 2015. La CME espère pouvoir lancer la campagne au cours du troisième trimestre de 2012. Elle aura pour ambition de démontrer l'énorme soutien que manifeste le grand public vis-à-vis d'une amélioration de l'accès à et de la qualité de l'éducation, qui devra être assurée par un million d'enseignant(e)s qualifié(e)s.

D'autres priorités de la stratégie de la CME portent notamment sur l'importance accrue qu'il conviendra d'accorder au programme de l'Education pour Tous (EPT) et sur l'élargissement des travaux concernant la discrimination et le droit à l'éducation.

L'Assemblée générale triennale, constituée de coalitions nationales et d'organisations internationales et régionales militant en faveur d'une EPT publique de qualité, a élu Camilla Croso (CLADE, Brésil) en tant que nouvelle Présidente de la CME, et l'ancienne Secrétaire générale adjointe de l'IE, Monique Fouilhoux, à la direction de l'organisation.



Les participant(e)s à l'assemblée générale de la CME 2011

Semaine mondiale d'action 2012

«Protection et éducation de la petite enfance» est le thème choisi par la CME pour la Semaine mondiale d'action 2012, qui se déroulera du 22 au 28 avril. Des activités seront organisées dans plus de 100 pays pour sensibiliser à cette problématique importante. Si vous souhaitez participer, veuillez envoyer un courriel à l'adresse suivante: florence.trauscht@ei-ie.org.

L'éducation prise pour cible

La CME a mené des campagnes en réponse à la situation au Bahreïn, au Chili et au Malawi, pays où les enseignant(e)s et les étudiant(e)s sont pris(es) pour cible. Au Chili, les étudiant(e)s et les enseignant(e)s ont protesté contre un système éducatif inégalitaire qui accroît l'injustice sociale

à travers l'ensemble du pays. Au Bahreïn, le gouvernement a violemment réprimé les manifestations publiques, et bon nombre d'enseignant(e)s et d'étudiant(e)s universitaires figurent parmi les victimes de la répression. La CME a collaboré avec l'IE et *Amnesty*

International dans le cadre de cette campagne. Au Malawi, la société civile est prise pour cible depuis le début des mouvements de contestation au mois de juillet. La Coalition de la société civile pour la qualité de l'éducation de base du Malawi, membre de la CME, a été contrainte de rentrer dans la clandestinité. ■

info

Vous pouvez agir dans le cadre de ces campagnes en visitant le site: www.campaignforeducation.org disponible en anglais, en français, en espagnol et en arabe. Pour vous abonner au bulletin d'information électronique de la CME, envoyez un courriel à: info@campaignforeducation.org

DROITS HUMAINS

Action contre le travail des enfants: l'école est le meilleur endroit pour travailler

Par Jan Eastman, Internationale de l'Éducation

Lors du dernier Congrès mondial de l'IE, les délégué(e)s ont acclamé une résolution complète émanant des syndicats GEW (Allemagne) et AOb (Pays-Bas). Cet appel à l'action visait à «encourager, soutenir et coordonner la participation active de l'ensemble des affiliés, afin d'intégrer la problématique du travail des enfants dans la politique éducative nationale et les objectifs de l'Éducation pour Tous (EPT)».

Célébrée le 12 juin, la Journée mondiale contre le travail des enfants offre chaque année une excellente occasion d'entreprendre des activités de plaidoyer ainsi que des campagnes aux niveaux mondial et national. Dans le sillage de ces initiatives, l'IE et le Programme international pour l'abolition du travail des enfants, mis en place par l'Organisation internationale du Travail (OIT), se lanceront dans un ambitieux programme de travail conjoint, étalé sur deux ans. Ce dernier

permettra, d'une part, de mener une action collective dans le cadre de la Feuille de route de la Conférence mondiale sur le travail des enfants (La Haye, 2010), dont l'objectif est l'éradication des pires formes de travail des enfants d'ici 2016, et, d'autre part, d'accorder la priorité à la mise en œuvre de la nouvelle résolution de l'IE, y compris le développement de ressources. L'une de ces dernières sera un manuel sur l'éducation et le travail des enfants, élaboré par l'IE et l'OIT.

Les droits de l'enfant, y compris l'élimination de toutes les formes de travail des enfants, figurent depuis bien longtemps parmi les priorités de l'IE. L'heure est venue d'accélérer les actions dans ce domaine, en collaboration avec les membres et partenaires. Alors que l'année 2015 approche à grands pas, rien ne garantit que les Objectifs du Millénaire pour le développement seront réalisés, en particulier l'accès universel

à l'enseignement primaire. En outre, ce sont les enseignements secondaire, post-secondaire et professionnel qui permettent l'autonomisation des filles et des garçons, tout en augmentant leurs chances de se voir offrir une meilleure qualité de vie, des emplois décentes et une protection sociale. ■

info

L'IE est membre du Groupe de travail mondial sur l'EPT, du Conseil d'administration de la Marche mondiale contre le travail des enfants et de l'*International Cocoa Initiative*, entre autres. Pour en savoir plus sur les activités de l'IE relatives aux droits de l'enfant, rendez-vous sur: <http://go.ei-ie.org/childrenrights>

ÉGALITÉ

Crise dans l'éducation des petites filles

Par Myra Khan, *RESULTS Educational Fund*



Le rapport publié par la Campagne mondiale pour l'éducation (CME) et *RESULTS Educational Fund*, intitulé «Scolarité des filles: réparons l'injustice et mettons fin à la discrimination», met en lumière les difficultés persistantes venant entraver l'éducation de toutes les petites filles.

Ce rapport évalue les efforts déployés par 80 pays à faible revenu en vue d'offrir un cycle d'éducation complet aux petites filles. Malgré les progrès accomplis au regard des niveaux de scolarisation dans le monde entier, un gigantesque fossé entre les genres

subsiste toujours lorsque l'on observe les taux d'élèves menant leur scolarité à terme. Dans 47 des 54 pays africains, les petites filles ont moins de 54% de chance de suivre un enseignement secondaire. Des études de cas au Mali ou au Bangladesh mettent en lumière certains des progrès réalisés, mais également les obstacles, tels que la pénurie d'enseignantes, empêchant toujours les petites filles d'accéder à l'éducation.

Le manque de formation et de soutien pour les enseignantes perpétue le cycle de l'analphabétisme chez les petites

ÉDUCATION

Un nouveau nom pour l'Initiative Fast Track: le Partenariat mondial pour l'éducation

Par Jefferson Berriel Pessi, Internationale de l'Education

L'Initiative Fast Track (FTI) – un partenariat entre les donateurs, les pays en développement, les institutions multilatérales, le secteur privé et la société civile pour accélérer les progrès en faveur de l'Éducation pour Tous – porte désormais un nouveau nom. L'Assemblée générale des Nations Unies, réunie en septembre 2011, a déclaré que la FTI serait rebaptisée «Partenariat mondial pour l'éducation» (GPE), afin de mieux exprimer son objectif.

L'IE se félicite de cette nouvelle initiative mais continue à faire valoir que le GPE nécessite plus qu'un nouveau nom et un nouveau logo pour véritablement pouvoir se distinguer de la FTI.

Le GPE a sans aucun doute contribué de manière significative à l'enseignement primaire universel, tant en termes de mobilisation de l'aide que dans le débat politique. Toutefois, les conclusions

de l'évaluation à moyen terme publiée en 2010 ont révélé que le GPE aurait pu réaliser bien plus que ce qui a été accompli, qu'il connaissait des déséquilibres et qu'il s'agissait davantage d'une collaboration entre donateurs plutôt que d'un véritable partenariat. Plusieurs efforts ont été déployés pour résoudre ce problème et assurer la participation des pays en développement, de la société civile et de la profession enseignante dans les processus de prise de décision. Suite à ces efforts, l'IE est à présent membre du Conseil d'administration et peut exercer une influence directe sur le débat consacré au développement et à l'aide en matière d'éducation.

Il est d'une importance capitale pour l'IE que ses affiliés s'impliquent activement dans le GPE afin d'orienter les politiques éducatives proposées et financées par ce partenariat. Malheureusement, sur les 45 pays membres du GPE, seuls trois – la

Gambie, le Malawi et le Népal – ont des syndicats d'enseignants représentés au sein du Groupe local pour l'éducation (LEG), qui joue un rôle fondamental dans le développement, l'adoption et le contrôle de la mise en œuvre des fonds nationaux destinés à l'éducation, alloués par le GPE. Il est essentiel que les membres de l'IE se mobilisent et que le GPE exhorte les gouvernements nationaux à garantir la représentation des organisations d'enseignants dans des LEG pleinement effectifs et fonctionnels. ■

info

Pour de plus amples informations sur le GPE et sur la manière dont votre syndicat peut s'impliquer en tant que donateur ou pays partenaire, veuillez visiter le site: www.globalpartnership.org

filles et les femmes. En effet, comme le souligne ce rapport, les femmes représentent près des deux tiers des 796 millions d'adultes ne sachant pas lire.

Ce rapport illustre dans quelle mesure la présence d'enseignantes formées et bien rémunérées est fondamentale pour garder les étudiantes sur les bancs de l'école. C'est particulièrement le cas dans l'enseignement secondaire. En effet, c'est à cette période que les petites filles deviennent des adolescentes et que les facteurs les rendant physiquement et socialement vulnérables s'accroissent. Les pressions les conduisant à avoir une activité sexuelle, à se marier tôt, ainsi qu'à commencer à travailler, peuvent être allégées par la présence de femmes dans le corps enseignant et au sein de la direction scolaire. À ce titre, les enseignantes ne permettent pas uniquement d'assurer la sécurité des

étudiantes, mais jouent également un rôle de modèle pour les étudiantes, leurs familles ainsi que pour la communauté dans son ensemble. Cependant, malgré le besoin sans cesse croissant d'enseignantes aux niveaux secondaire et supérieur, c'est généralement à ces niveaux que les disparités sont les plus importantes. Au Liberia, en Somalie ainsi qu'en République centrafricaine, moins d'un enseignant sur cinq est une femme. Au niveau du supérieur, l'Éthiopie compte moins d'une femme sur dix enseignants. Au Bangladesh, ce chiffre s'élève à une femme sur cinq.

Les résultats de cette étude constituent un signal d'alarme pour les décideurs/euses politiques comme pour les enseignant(e)s, et nous rappellent que même si nous devons nous concentrer sur les questions de qualité et de responsabilité dans l'éducation, nous sommes encore loin d'avoir résolu le

problème fondamental de l'accès à l'éducation.

Les auteurs exposent différentes étapes pouvant être entreprises par les institutions internationales de financement en vue de diminuer cet impact sur les petites filles. Le Fonds monétaire international ainsi que la Banque mondiale doivent user de leur influence sur les politiques économiques nationales en vue d'accroître les dépenses dans les secteurs de l'éducation et de la santé. ■

info

Pour plus d'informations sur ce rapport ou le travail accompli par le *RESULTS Educational Fund* ou la CME, veuillez consulter: <http://go.ei-ie.org/girlseducation>

ÉDUCATION

Une nouvelle étude révèle que la qualité des enseignants constitue un défi majeur au Mali

Par Dennis Sinyolo, Internationale de l'Éducation

Selon une nouvelle étude commandée par l'IE et Oxfam Novib, plus de la moitié des enseignant(e)s des écoles primaires au Mali ne possèdent ni les qualifications de base pour enseigner, ni les compétences pour dispenser un enseignement de qualité.

Intitulée *Reducing Barriers for Community School Teachers to Become Qualified Teachers* (Réduire les obstacles empêchant les enseignant(e)s des écoles communautaires de devenir des enseignant(e)s qualifié(e)s), cette étude a été menée par une équipe de consultant(e)s locaux/ales dirigée par Moussa Adama. L'objectif de cette étude était d'identifier les différents problèmes et défis auxquels sont confronté(e)s les enseignant(e)s communautaires, ainsi que les obstacles les empêchant de dispenser un enseignement de qualité ou d'acquérir le statut d'enseignant(e) qualifié(e).

Les enseignant(e)s travaillant dans des écoles communautaires sont souvent employé(e)s par des communautés locales utilisant leurs propres ressources, généralement très maigres. Au Mali, plus de 80% de ces enseignant(e)s sont sous-qualifié(e)s et gagnent des salaires nettement moins élevés que ceux perçus par les enseignant(e)s travaillant dans les écoles publiques.

Au total, 200 enseignant(e)s communautaires issu(e)s de quatre régions du Mali ont participé à l'étude. Cette dernière a également tenu compte des points de vue des dirigeant(e)s syndicaux/ales, des représentant(e)s du Ministère de l'Éducation et des formateurs/trices d'enseignant(e)s.

Conclusions principales

Les conclusions principales de l'étude révèlent que plus de la moitié des enseignant(e)s travaillant dans les 38.000 écoles primaires du pays sont sous-qualifié(e)s. Les femmes constituent à peine 25% du personnel enseignant, montrant ainsi d'importantes disparités en termes de représentation hommes/femmes dans la profession. Ce déséquilibre au sein du personnel est susceptible de faire obstacle à la participation des filles dans le secteur de l'éducation et de créer, par conséquent, un cercle vicieux risquant de perpétuer la situation défavorable et la marginalisation des femmes et des filles au Mali.

Il est crucial pour le gouvernement malien de faire en sorte que davantage de femmes reçoivent une formation et soient recrutées en tant qu'enseignantes, et que des mécanismes de soutien soient mis en place pour attirer tant les femmes que les hommes dans les zones rurales et retirées du pays, tout en les incitant à conserver leur poste.

L'étude a utilisé le Profil de compétence établi par le projet Educateurs/trices de qualité pour tous, comme critère de référence permettant d'évaluer les besoins professionnels des enseignant(e)s communautaires. Le projet Educateurs/trices de qualité pour tous est une initiative conjointe de l'IE et d'Oxfam Novib. Il a pour

objectif d'aider les gouvernements à respecter leur obligation d'offrir un enseignement de qualité à tou(te)s les élèves en veillant à améliorer la qualité des enseignant(e)s par le biais d'une formation initiale et d'un développement professionnel continu. Ce projet prône également l'amélioration des conditions d'emploi des enseignant(e)s.

L'étude aboutit à la conclusion que la majorité des enseignant(e)s communautaires participant(e)s ne satisfont pas aux critères de qualité des enseignant(e)s définis par le Profil de compétence. Les lacunes en termes de connaissances et de compétences parmi les enseignant(e)s communautaires et leurs collaborateurs/trices indiquent une méconnaissance profonde des éléments suivants:

- Sujet et contenu des matières;
- Techniques et méthodes d'enseignement;
- Enseignement dans la langue nationale;
- Gestion et organisation de la classe;
- Méthodes d'enseignement et concepts relatifs au VIH/SIDA;
- Ethique et question du genre; et
- Approches et méthodes pédagogiques centrées sur l'enfant.

Améliorer les conditions de services des éducateurs

En 2009, soucieux de remédier aux problèmes rencontrés par les écoles

«Le projet Educateurs/trices de qualité pour tous est une initiative conjointe de l'IE et d'Oxfam Novib. Il a pour objectif d'aider les gouvernements à respecter leur obligation d'offrir un enseignement de qualité à tou(te)s les élèves en veillant à améliorer la qualité des enseignant(e)s par le biais d'une formation initiale et d'un développement professionnel continu. Ce projet prône également l'amélioration des conditions d'emploi des enseignant(e)s.»

et les enseignant(e)s communautaires, le gouvernement malien a commencé à transformer certaines de ces écoles en établissements scolaires municipaux. A ce jour, 514 écoles sur 2.463 se sont vu accorder ce nouveau statut. Cette transformation a pour but de permettre aux enseignant(e)s communautaires d'obtenir le statut de fonctionnaire public et de bénéficier de conditions d'emploi et d'une couverture sociale identiques à celles des autres enseignant(e)s.

Afin d'améliorer la qualité des enseignant(e)s, l'affilié de l'IE au Mali, le Syndicat national de l'éducation et de la culture (SNEC), travaille en collaboration avec la société civile, les centres de formation des enseignant(e)s, le ministère de l'Éducation et d'autres acteurs impliqués dans le projet Educateurs/trices pour tous. Le syndicat et d'autres acteurs au Mali continueront à encourager la professionnalisation des enseignant(e)s communautaires, par le biais de la formation et du plaidoyer, et via une campagne dans les médias.

Développement professionnel

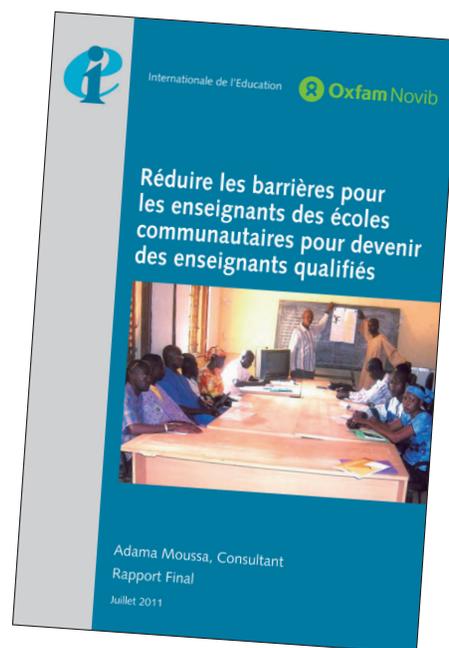
En outre, ces acteurs soutiendront et assureront des programmes de développement professionnel visant à combler les lacunes en termes de connaissances et de compétences, identifiées dans cette étude. Le programme sera également axé sur

le renforcement des responsabilités éducatives et l'amélioration des théories et pratiques d'enseignement. En collaborant avec le gouvernement du Mali et les centres de formation des enseignant(e)s, le SNEC et la Coalition pour l'Éducation pour Tous, principaux gestionnaires du projet Educateurs/trices de qualité pour tous, espèrent pouvoir soutenir les enseignant(e)s communautaires et développer les compétences requises pour leur permettre d'offrir un enseignement de qualité et d'obtenir le statut de fonctionnaire de l'État.

Parallèlement à cela, l'IE et Oxfam Novib élaborent actuellement un Guide sur l'établissement des profils de compétence des enseignant(e)s. Les principes inhérents à ce Guide se basent essentiellement sur les conclusions de la recherche «Des éducateurs de qualité: Etude internationale des compétences et des normes régissant la profession enseignante», commandée par les deux organisations en 2010 et dirigée par Paloma Bourgonje et Rosanne Tromp. Elle a été publiée en mai 2011.

Une fois terminé, le Guide pourra être utilisé par les syndicats de l'éducation, la société civile et d'autres acteurs nationaux intéressés par l'établissement de profils de compétence des enseignant(e)s ou de normes dans la profession enseignante. L'avant-projet du Guide est disponible et peut

être consulté. Pour de plus amples informations, les lecteurs/trices intéressé(e)s peuvent s'adresser à l'IE ou Oxfam Novib. ■



La nouvelle publication de l'IE et Oxfam Novib

info

Pour en savoir plus sur le projet Educateurs/trices de qualité pour tous, cliquez sur les liens suivants:

<http://go.ei-ie.org/teachereducation> et

<http://go.ei-ie.org/oxfamnovibqualityedforall>

ÉDUCATION

Une question de taille: Réduire la taille des classes a son importance

Par Gordon Thomas, *Alberta Teachers' Association (ATA, Canada)*

A Calgary, au Canada, la crainte des parents, selon laquelle la réduction des effectifs enseignants suite à un sous-financement de l'éducation de 100 millions de dollars canadiens entraînera des classes plus nombreuses, est fondée. En 2010-11, plusieurs écoles secondaires de Calgary accueillaient près de 40 élèves par classe avant les coupes budgétaires. Cette année, ces chiffres vont augmenter avec la perte de près de 1.000 enseignant(e)s à travers la province, alors que la composition, la diversité et la complexité de la population estudiantine de l'Alberta continue de changer.

Bien que parents et enseignant(e)s soient préoccupé(e)s de ce que des classes plus nombreuses auront un impact négatif sur l'éducation de leurs enfants, la Vice-doyenne de la Faculté d'Éducation de l'Université de Calgary, Sharon Friesen, soutient que: «Nous avons dépensé beaucoup d'argent pour réduire le nombre d'enfants par classe, donc une des questions que nous devons poser est pourquoi l'impact est-il si petit sur la réduction de la taille des classes?» Mme Friesen affirme que plus de 96 études examinées par des pairs n'ont pas trouvé d'influence significative sur l'apprentissage des élèves en K-12, même dans des classes comportant jusqu'à 80 élèves.

Dans cet ordre d'idée, cela vaut la peine de souligner que dans la méta-analyse récente de John Hattie sur la taille des classes (2008), les autres influences sur l'apprentissage des élèves qui sont citées comme ayant un effet encore plus limité que la taille des classes sont: l'apprentissage par la résolution de problèmes, l'alimentation, des expériences sur des programmes scolaires en-dehors de l'école, l'apprentissage par le biais d'Internet et la formation des enseignant(e)s.

Mme Friesen, membre du bureau de l'école à charte *Calgary Science Charter School*, où les classes sont plafonnées à un maximum de 25

élèves par enseignant(e), ajoute: «On ne peut pas dire que si on réduit tout simplement le nombre d'élèves en face d'un enseignant, les élèves apprendront mieux... Ce n'est pas aussi simple. L'hypothèse est que l'enseignement changera à cause de la taille de la classe, et elle n'est pas corroborée par la recherche.»

Bien que Mme Friesen mette en garde sur le fait que des facteurs multiples influencent l'apprentissage des élèves, cette déclaration lourde de sens échappe à celles et ceux qui préfèrent se tourner vers la taille des classes comme seule déterminant de la qualité de l'éducation.

Instruction des élèves ou gestion de foule?

Concentrons-nous sur la taille et la composition des classes au sein des écoles de l'Alberta: une enseignante pourrait commencer sa journée avec une classe de 37 élèves. Par le passé, il se peut qu'une aide ait été apportée par le biais de personnel de soutien en classe, d'un financement pour réduire la taille des classes dans tout le système K-12 ou de personnel offrant une approche étendue des services qui répondent aux besoins divers d'apprentissage de tous les élèves. Toutes ces possibilités semblent actuellement s'envoler avec l'instabilité liée au financement de l'éducation en Alberta.

Ce contexte d'apprentissage est-il le fondement d'un environnement d'apprentissage constructif, personnalisé et enrichissant pour nos enfants? Avec quelle fréquence des interactions positives entre enseignant(e) et élèves pourraient-elles se produire? Dans quelle mesure un sens fort d'appartenance et de la communauté parmi les élèves pourrait-il être créé dans cette classe? Avec quelle fréquence des pratiques pédagogiques innovantes seraient-elles entreprises par un(e) enseignant(e) pour transformer l'apprentissage dans un contexte aussi difficile?

Pat Cochrane, Président du Bureau de l'Éducation de Calgary, reconnaît que moins d'enseignant(e)s cette année signifie qu'«il y aura des changements au niveau scolaire, il ne peut en être autrement. Les élèves auront plus de condisciples dont leur enseignant(e) devra s'occuper.»

La recherche sur la taille des classes est fortement controversée, étant donné la diversité des écoles et des mesures utilisées pour comparer la réussite scolaire des élèves. Toutefois, les études récentes effectuées au Canada ont débouché sur des conclusions claires: lorsque des initiatives de réduction de la taille des classes sont entreprises de façon réfléchie et avec soin, avec des enseignant(e)s hautement qualifié(e)s,



© 2010 (Reporters.be/GODONG/DELOCHE)

Une enseignante aide ses élèves dans une école primaire de Lomé, au Togo

elles améliorent l'apprentissage des élèves.

En 2010, la *Canadian Education Association* a publié un rapport sur la première initiative de réduction de la taille des classes en Ontario. L'étude a conclu que dans de plus petites classes «les élèves apprennent davantage, sont plus impliqués et moins turbulents» (Bascia 2010). L'équipe de recherche a résumé ses découvertes en déclarant: «La réduction de la taille des classes peut offrir l'environnement dans lequel les enseignant(e)s pourront communiquer avec les élèves pris individuellement de manière plus fréquente, utiliser une plus grande variété de stratégies éducatives, créer davantage d'opportunités de compréhension par les élèves, et interagir plus fréquemment avec d'autres enseignant(e)s et adultes venant compléter l'enseignement en classe.»

Un meilleur apprentissage

Une étude menée par l'Université de l'Alberta (Haughey, et al, 2001) a examiné l'impact des petites classes (15 élèves ou moins) sur le développement et la performance des élèves. L'étude a souligné que «la réduction de la taille des classes produisait des avantages multiples... moins de bruit, moins de problèmes évidents de discipline, plus d'espace et, par conséquent, un

plus grand sentiment d'autonomie et des ressources suffisantes. Ces avantages ont eu pour effet un meilleur apprentissage, une meilleure interaction entre élèves et un développement social positif.»

En 2003, la Commission de l'apprentissage de l'Alberta a reconnu l'importance de réduire la taille moyenne des classes, et le gouvernement a mis en œuvre des réductions de la taille des classes, conformément aux recommandations de la Commission. Celle-ci a découvert que les résultats de l'étude étaient clairs et, de manière tout aussi importante, que parents et élèves voulaient que la taille des classes soit réduite. Les recommandations de la Commission à propos de la taille des classes ont été mises en œuvre entièrement deux ans plus tôt que prévu.

Les réductions de la taille des classes ne peuvent vraiment avoir un impact durable que si elles sont mises en œuvre parallèlement à d'autres conditions d'enseignement favorables à des environnements d'apprentissage innovants.

Complexité de la taille de la classe

Il est manifestement complexe de réduire la taille des classes. Ce

n'est ni une solution rapide, ni un remède miracle qui peut transformer instantanément le système éducatif. Les changements visant à améliorer l'apprentissage des élèves se mettent en place progressivement, minutieusement, avec le soutien de la communauté et dans le cadre de la classe.

Parents, enseignant(e)s et le grand public, tous désirent ardemment maintenir la taille des classes petite pour améliorer l'apprentissage des élèves. Affirmer le contraire est absurde. ■

info

Pour de plus amples informations sur la question de la taille des classes, visitez le site Internet de l'ATA (en anglais):
www.teachers.ab.ca

ÉDUCATION

Les résultats d'une recherche soulignent le fossé éducatif

Par Sally Hunt, *University and Colleges Union (UCU, R.-U.)*

Le coût de l'échec scolaire se monte chaque année à plusieurs milliards dans les différents pays. Pour le Royaume-Uni seul, ce coût annuel est estimé à 18 milliards de livres. L'enjeu est considérable pour les décideurs/euses et les éducateurs/trices, alors que le fossé ne cesse de croître entre les «nanti(e)s» et les «deshérité(e)s» en matière d'éducation.

Une analyse menée récemment par l'*University and College Union (UCU)* a révélé que dans certaines circonscriptions parlementaires de Grande-Bretagne plus d'un individu sur trois n'a aucune qualification, tandis que ce rapport est de seulement un sur cinquante dans d'autres régions du pays.

Un regard plus attentif sur les données permet de mettre en relief les forts contrastes qui existent entre les villes et comtés britanniques dans le domaine de la réussite scolaire. Les habitant(e)s de la circonscription de Newcastle-upon-Tyne Central sont, par exemple, près de deux fois plus susceptibles de n'avoir aucune qualification, que les citoyen(ne)s de la circonscription voisine, Newcastle-upon-Tyne North.

Une fracture Est/Ouest évidente se dessine à Londres; sur les 20 circonscriptions les moins performantes de la capitale, les trois quarts sont situées à l'Est. En revanche, une proportion similaire des circonscriptions les plus performantes se retrouve à l'Ouest.

Les écarts entre les villes sont aussi étonnants. Glasgow compte trois circonscriptions parmi les moins performantes de Grande-Bretagne et plus d'un individu sur trois à Glasgow North East n'a aucune qualification. Par contraste, toutes les circonscriptions d'Édimbourg affichent des résultats



La Secrétaire générale de l'UCU, Sally Hunt: «L'éducation détermine les chances dans la vie»

nettement supérieurs à la moyenne, avec moins d'une personne sur dix sans qualification.

L'éducation apporte des bénéfices

L'analyse fait apparaître deux Grande-Bretagne vivant côte à côte, l'une bénéficiant d'un accès à l'éducation et de tous les avantages qui en découlent, et l'autre pas.

Alors que faire? C'est une chose de mettre en exergue les inégalités du secteur éducatif, mais c'en est une autre de chercher des solutions pour y remédier.

Au moment où le Royaume-Uni et d'autres pays émergent de la pire

récession mondiale que l'on ait connue depuis les années 30, nombre de politiques se sont empressé(e)s de souligner l'importance d'une réduction des déficits par rapport à l'investissement.

Toutefois, les arguments en faveur de nouveaux investissements dans l'enseignement public sont légion et il est de notre devoir, en tant qu'éducateurs/trices et syndicalistes, de diffuser ce message auprès des politiques et du public en général.

L'éducation est un incitant économique

Au même titre qu'elle représente un bénéfice pour la société, l'éducation est un véritable moteur de l'activité économique. Un rapport récemment publié par l'Organisation pour la coopération et le développement économiques a révélé qu'en moyenne parmi les pays développés, la valeur totale de l'investissement public requis pour permettre à un individu d'obtenir un diplôme de l'enseignement supérieur s'élève à 34.000 dollars américains; pourtant, le retour public net sur cet investissement est de 91.000 dollars, soit près de trois fois le montant investi à l'origine.

Et l'absence d'investissement dans ce domaine se paie au prix fort. En moyenne, dans les pays développés, les hommes de 25-64 ans qui ont

quitté l'école à 16 ans sans avoir obtenu de qualification adéquate sont près de deux fois plus nombreux à ne pas trouver d'emplois que ceux qui obtiennent les résultats escomptés, et ils sont près de trois fois plus exposés à un risque de chômage que les diplômés.

De nombreuses études ont démontré que l'éducation peut et détermine effectivement les chances qui s'offrent dans la vie. Nous savons que les personnes qualifiées qui participent à l'éducation et à la formation sont des citoyen(ne)s en meilleure santé, plus riches et plus actifs/ives.

Il est essentiel de s'opposer aux décideurs/euses politiques qui considèrent les coupes dans le secteur éducatif comme une solution pour réaliser des économies à court terme. Ils soutiendront peut-être que ces coupes

sont nécessaires au vu de la situation actuelle des marchés financiers, mais ils/elles ne font rien d'autre qu'accumuler les problèmes, qui généreront des coûts plus importants à l'avenir.

La stratégie industrielle contre les coupes

C'est pourquoi, au Royaume-Uni, l'UCU a non seulement mis en place une stratégie industrielle contre les coupes, mais elle a aussi rapidement mis en relief les répercussions socio-économiques de telles coupes dans le secteur éducatif. Il est moins probable que les personnes instruites commettent des crimes et pèsent sur les systèmes de santé et de sécurité sociale. Elles paient également plus d'impôts et génèrent des richesses.

Les pays doivent replacer l'éducation au centre des plans de relance et de

mobilité sociale, et non pas hors de portée de certains individus.

Nous devons continuer à insister sur l'importance d'investir dans nos enfants depuis l'école, pour garantir que chacun(e), quelles que soient ses origines, puisse avoir accès à un enseignement de qualité. ■

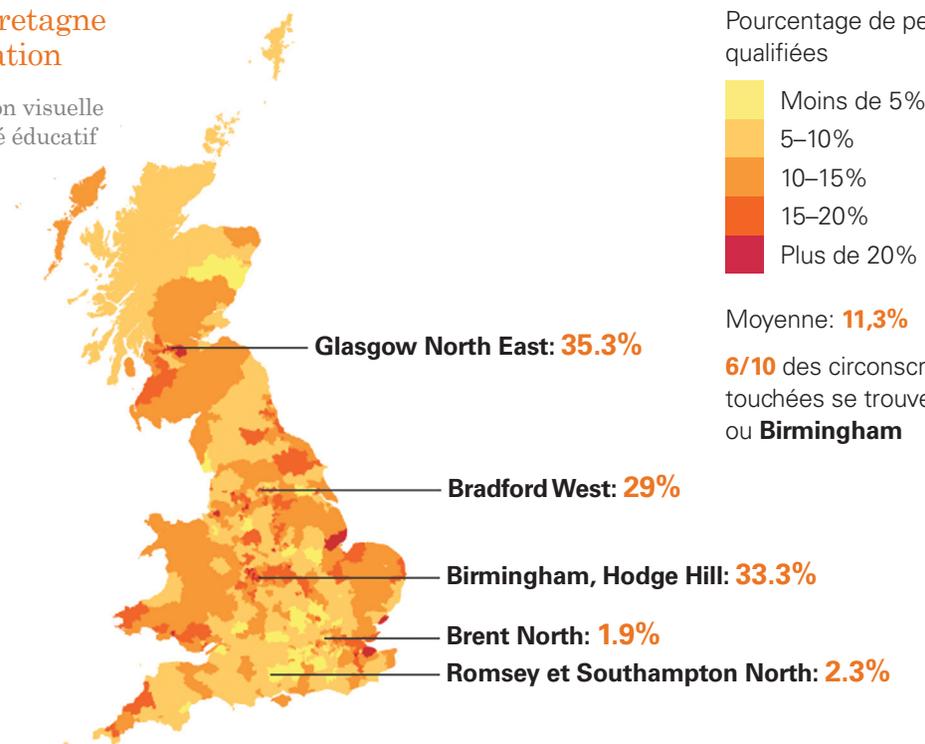
Sally Hunt est Secrétaire générale de l'University and College Union, le plus important syndicat de l'enseignement postsecondaire dans le monde.

info

Pour en lire plus sur l'analyse de l'UCU concernant les résultats en Grande-Bretagne, veuillez visiter (en anglais): www.ucu.org.uk

La Grande-Bretagne sans qualification

Une représentation visuelle soulignant le fossé éducatif au Royaume-Uni



ÉDUCATION

L'Amérique latine fait campagne pour une éducation publique de qualité

Par Fernando Francia, Internationale de l'Éducation

Le succès des protestations de masse menées au Chili par les enseignant(e)s et les étudiant(e)s pour une éducation publique de qualité a attiré l'attention du monde entier sur l'Amérique latine. La question qui se pose est de déterminer quel modèle de développement et d'éducation est approprié pour la région. Ce qui est clair, c'est que les syndicats de l'éducation restent fermes dans leurs demandes d'une éducation publique de qualité.

La date du 8 septembre a été choisie par le Comité régional de l'IE pour l'Amérique Latine pour que la région entière marque son soutien à la campagne chilienne pour une éducation publique de qualité. S'il ne s'agit pas d'une nouvelle lutte – l'affilié de l'IE *Colegio de Profesores de Chile* (CPC) œuvre pour changer le cours de l'éducation depuis des années – les événements récents ont été nettement différents, parce qu'ils ont débuté cette année en avril par des manifestations massives d'étudiant(e)s et d'enseignant(e)s, rejoint(e)s ouvertement pas d'autres sections de la société.

Au sein de la région, le Chili a servi de modèle pour le développement de l'éducation et le paradigme économique. C'est une des économies de marché les plus ouvertes d'Amérique latine, avec des dizaines de traités de libre-échange. Cependant, les syndicats de l'éducation adoptent le point de vue opposé, parce que la privatisation des politiques éducatives qui avait commencé sous la dictature militaire du Général Augusto Pinochet, qui avait pris le contrôle du pays en 1973, était clairement destinée à privatiser l'offre éducative en introduisant des marchés non réglementés sans aucune garantie d'Etat.

La solidarité latino-américaine

Le 8 septembre dernier, tous les pays de la région se sont mobilisés par solidarité avec le Chili, ainsi que pour soutenir leurs propres demandes. Les



Des étudiant(e)s et enseignant(e)s manifestent contre la privatisation de l'éducation

syndicats affiliés à l'IE en Argentine (CTERA), au Brésil (CNTE), au Costa Rica (ANDE et SEC), au Mexique (CNTE), au Paraguay (OTEP SN), au Pérou (SUTEP) et au Salvador (ANDES 21 de junio) se sont rendus à leur ambassade et ont remis des lettres au représentant chilien dans leur pays. En Colombie (FECODE), en Equateur (UNE) et en Uruguay (FUM-TEP), les syndicats ont également organisé leurs propres manifestations concernant des problèmes locaux, tout en faisant entendre leur solidarité avec le Chili. Les syndicats espagnols ont également envoyé des lettres soutenant les demandes du CPC et ont souligné que la responsabilité de la trajectoire actuelle de l'éducation publique était entre les

mains du gouvernement du Président Sebastián Piñera.

Au Chili, la population a courageusement participé à des manifestations en face des ambassades et à des conférences de presse. Elle a par ailleurs investi dans des annonces dans la presse pour dénoncer ce qu'il se passe au Chili et exprimer sa solidarité avec le mouvement en faveur d'une éducation publique de qualité. Les éducateurs/trices syndicalistes chilien(ne)s mènent la marche pour montrer que les éducateurs/trices ne toléreront pas que le spectre de la privatisation menace des pays, et que la solidarité syndicale servira toujours à renforcer les luttes pour l'égalité et la justice sociale. ■

ÉDUCATION

Les ombres des enseignant(e)s lettons

Par Edgars Grigorjevs, *Latvian Trade Union of Education and Science Employees (LIZDA, Lettonie)*

Il est urgent de redorer le blason de la profession enseignante en Lettonie, car la génération actuelle d'enseignant(e)s vieillit et le faible nombre de nouveaux/elles enseignant(e)s choisissant cette vocation est inquiétant.

Pour l'année scolaire écoulée, seul(e)s 299 des 25.081 enseignant(e)s letton(ne)s employé(e)s dans le secteur de l'éducation avaient moins de 30 ans et se trouvaient dans la première année de l'exercice de cette profession. 70% des enseignant(e)s letton(ne)s ont plus de 40 ans et 80% des enseignant(e)s sont des femmes.

Des candidat(e)s enseignant(e)s ont confié au LIZDA que pour inciter les nouveaux/elles enseignant(e)s à rester dans les écoles, leurs salaires devaient augmenter graduellement et que cela devrait constituer l'une des conditions d'emploi de base. En Lettonie, le salaire minimum d'un(e) enseignant(e) est d'environ 245 Lats (soit 480 dollars américains) pour 21 heures de cours.

Le document politique récent de l'IE intitulé *Une éducation de qualité pour bâtir l'avenir* estime qu'«il est de la responsabilité des autorités publiques et des dirigeants des institutions éducatives de veiller à ce que la profession enseignante reste attrayante, tant pour les personnels actuels que pour les personnels potentiels, en assurant que les conditions de travail... soient attrayantes et comparables à ceux d'autres professions exigeant le même niveau de qualifications».

Le LIZDA est préoccupé par l'insuffisance des fonds consacrés à l'éducation et les salaires anormalement bas des enseignant(e)s qui ne sont

pas à la hauteur de leurs qualifications. S'ajoutent à cela une pression intense au travail et un manque d'accès au développement professionnel.

Fin 2011, et dans l'attente d'un changement progressif au Parlement letton, le LIZDA a pris des mesures afin d'assurer que l'Etat ne réduise pas davantage les dépenses consacrées à l'éducation.

La Journée mondiale des enseignants

A l'occasion de la Journée mondiale des enseignant(e)s en octobre, les membres du LIZDA ont organisé des «Journées des ombres», pendant lesquelles tou(te)s les député(e)s étaient invité(e)s à se rendre dans une école et à être pendant une journée l'ombre d'un(e) enseignant(e). Le fait d'avoir regardé travailler les enseignant(e)s, assisté aux cours, rencontré les enseignant(e)s, les élèves et leurs parents, d'avoir assisté à des cours du soir et corrigé les copies des enfants a aidé les député(e)s à comprendre ce que représente cette profession. Le LIZDA leur a ensuite demandé s'ils voteraient pour la réduction du salaire des enseignant(e)s.

Le LIZDA a également organisé cette action pour souligner l'importance de la profession enseignante et pour conscientiser le public et les décideurs/euses sur la vie quotidienne des enseignant(e)s.



© Edgars Grigorjevs

Les député(e)s ont fait l'expérience de la vie dans la salle de classe

La campagne «Journées des ombres» a été lancée le 28 septembre lors d'une conférence visant à souligner la responsabilité des autorités compétentes à fournir un environnement de travail sain et moderne pour assurer le succès de la mission de chaque enseignant(e).

La Présidente du LIZDA, Ingrīda Mikiško, a fait remarquer: «Pour nous, le ressenti d'un(e) enseignant(e) par rapport à son lieu de travail est très important. Les conditions sont-elles rassemblées pour qu'il/elle effectue correctement son travail? Cela est important car dans la vie quotidienne, ce sont les enseignant(e)s qui motivent les enfants à apprendre et à croire à l'importance de la connaissance. Lorsqu'un(e) enseignant(e) ne se sent pas à l'aise ou qu'aucun investissement n'est réalisé pour améliorer son lieu de travail, avec le temps, cela va non seulement diminuer sa motivation au travail, mais aussi affecter les résultats de son travail en faveur d'une éducation de qualité.» ■

info

Pour en savoir plus sur les campagnes du LIZDA, consultez: www.lizda.lv

SOLIDARITÉ

Les enseignants soutiennent la coopération interrégionale

John Friend-Pereira, *Cambodian Independent Teachers' Association* (CITA, Cambodge)

L'un des aspects les plus importants pour l'ensemble des syndicats de l'éducation affiliés à l'IE est de comprendre et d'analyser les différents défis auxquels sont confronté(e)s les enseignant(e)s syndicalistes aux quatre coins du monde. Souvent, cette tâche est entreprise à l'aide de ressources de divers montants, et quelquefois au moyen de stratégies spécifiques aux régions.

L'un des aspects les plus importants pour l'ensemble des syndicats de l'éducation affiliés à l'IE est de comprendre et d'analyser les différents défis auxquels sont confronté(e)s les enseignant(e)s syndicalistes aux quatre coins du monde. Souvent, cette tâche est entreprise à l'aide de ressources aux montants divers, et quelquefois au moyen de stratégies spécifiques aux régions.

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) comprend le Brunei, le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam. Le Conseil des enseignants de l'ASEAN (ACT) est le forum régional pour les organisations d'enseignants dans ces pays membres.

Le *Khurusapha* (le Conseil des enseignant(e)s de Thaïlande) a récemment accueilli le séminaire: «L'ACT vers la Communauté de l'ASEAN en 2015», réunissant des enseignant(e)s issu(e)s de huit pays membres de l'ASEAN (Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) et de la République de Corée. Ce séminaire a eu pour objectif d'échanger des informations et de partager des expériences concernant les efforts déployés pour renforcer l'intégration régionale en matière d'éducation – dans le cadre de la «Feuille de route pour une communauté de l'ASEAN 2009–2015» – et de consolider le réseau de l'ACT en vue de développer les compétences des

professionnel(le)s de l'enseignement, par le biais de politiques portant sur la coopération future et d'établir un cadre pour les enseignant(e)s au sein de l'ASEAN.

Les dirigeant(e)s de syndicats de l'éducation et les militant(e)s ont eu l'occasion d'écouter les discours principaux du *Khurusapha* et du Ministère thaïlandais des Affaires étrangères, lesquels ont insisté sur l'importance de l'éducation, en tant que question transversale influant sur trois piliers fondamentaux de la feuille de route de l'ASEAN.

Rapports par pays

Chaque délégation nationale a ensuite présenté un rapport sur le thème du séminaire.

Le Brunei s'est principalement intéressé à l'importance d'intégrer le thème de la communauté de l'ASEAN dans les programmes scolaires, à la création d'une université de l'ACT et aux défis liés à la mondialisation dans les politiques éducatives de l'ASEAN.

Le Cambodge a évoqué l'harmonisation des normes pour la formation des enseignant(e)s et le rôle-clé joué par les organisations d'enseignants.

L'Indonésie a mené une discussion sur le développement de la formation continue des enseignant(e)s de l'ASEAN et les qualifications et compétences qu'ils/elles devront acquérir dans le futur.

La Malaisie a souligné l'importance d'assurer une coordination avec d'autres réseaux régionaux et le rôle des organisations d'enseignants dans la promotion du concept de citoyenneté au sein de la communauté de l'ASEAN.

Par ailleurs, les Philippines ont mis l'accent sur la nécessité d'établir un cadre commun pour les qualifications et les programmes d'échange des enseignant(e)s, et de mener une recherche sur la condition des enseignant(e)s.

Singapour a fourni des exemples illustrant le rôle en constante évolution de l'enseignant(e) en tant que «guide», lequel doit être mis en valeur dans les politiques et pratiques éducatives.

La Thaïlande s'est penchée sur l'importance des programmes d'échange et du perfectionnement professionnel continu des enseignant(e)s.

La Corée a présenté un aperçu général de ses travaux sur la condition des enseignant(e)s et s'est engagée à soutenir le Conseil des enseignant(e)s de l'ASEAN dans son développement futur. ■

info

Site web de l'ASEAN (en anglais):

www.asean.org

Page web de l'ACT (en anglais):

www.ksp.or.th/Khurusapha/en

SOLIDARITÉ

Le Sommet financier international soutient la priorité des syndicats sur l'emploi

Par Claude Carroué, Internationale de l'Education

Le communiqué final du Comité financier du Fonds monétaire international (FMI) a tenu compte des mises en garde formulées par le groupement «Global Unions». Il a reconnu que «l'économie mondiale est entrée dans une phase dangereuse» qui appelle, «de la part des pays membres et du FMI, (...) une volonté de prendre des mesures audacieuses». Le Comité du développement conjoint de la Banque mondiale et du FMI a également accordé plus d'attention qu'auparavant à la question de l'emploi et a souligné ses inquiétudes face à la forte progression du chômage et au taux élevé de personnes sans emploi principalement parmi les jeunes, l'un des catalyseurs du «Printemps arabe».

Les déclarations du FMI reflètent celle du groupement «Global Unions» à l'occasion de la réunion annuelle du FMI et de la banque mondiale en 2011, tenue à Washington, aux Etats-Unis, du 23 au 25 septembre. Cette déclaration, soutenue par l'IE, affirmait que «les institutions financières internationales et les pays du G20 doivent placer la création d'emploi au sommet de leurs priorités et mettre en œuvre rapidement des programmes visant à stimuler l'emploi au moyen d'investissements dans les infrastructures, relatifs au climat, et dans les services publics».

Toutefois, l'IE déplore que le communiqué du FMI ne contienne ni de nouveau plan d'action, ni de recommandation précise pour atteindre son objectif déclaré, à savoir accorder la priorité «aux emplois inclusifs et à la création d'emplois».

Investir dans la création d'emplois

La Présidente de l'IE, Susan Hopgood, a souligné: «Nous nous félicitons des priorités évoquées par cette réunion, mais à présent nous exhortons les gouvernements à honorer leurs promesses de garantir des taux d'emploi élevés, ainsi que le travail décent. Nous encourageons tous nos affiliés à continuer de mettre la pression sur leur gouvernement et sur leurs représentants au FMI et à la Banque mondiale, afin qu'un véritable investissement soit réalisé

dans la création d'emplois, et principalement dans le secteur de l'éducation.»

Le FMI s'est limité à exhorter les pays de la zone euro à appliquer la décision, prise par leurs dirigeant(e)s le 21 juillet, de donner plus de souplesse au Fonds européen de stabilité financière, une décision que plusieurs pays doivent encore ratifier. La nouvelle Directrice générale du FMI, Christine Lagarde, a également refusé d'envisager un plan d'urgence en cas de défaut de paiement par la Grèce, prétendant que cela ne ferait qu'alimenter les rumeurs.

En outre, le communiqué ne fait aucune référence à l'appel des dirigeant(e)s du groupement «Global Unions» à l'adresse du FMI à «mener un effort coordonné pour mettre en place la taxe sur les transactions financières (TTF) dans le plus grand nombre de pays possible en vue de soutenir le financement de programmes de relance générant de l'emploi et répondre aux objectifs climatiques, financiers et de développement».

L'éducation ne doit pas être sacrifiée

Au sujet des bénéfices potentiels d'une TTF pour l'éducation, Mme



Le Ministre des Finances de Singapour, S. Tharman, et la Directrice générale du FMI, C. Lagarde

Hopgood a ajouté: «Nos membres ont réitéré être fermement convaincus que l'éducation ne doit pas être sacrifiée sur l'autel de la crise économique. L'IE salue notamment la position ferme affichée par des pays à travers le monde de mettre en place une TTF, et encourage les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait, à pousser ces réformes.» ■

info

La circulaire envoyée sur la déclaration du groupement «Global Unions» pour les réunions du FMI et de la Banque mondiale est disponible (en anglais) sur: <http://go.ei-ie.org/gucircularimf>

SOLIDARITÉ

Journée mondiale pour le travail décent

Par Tim Noonan, Confédération syndicale internationale (CSI)

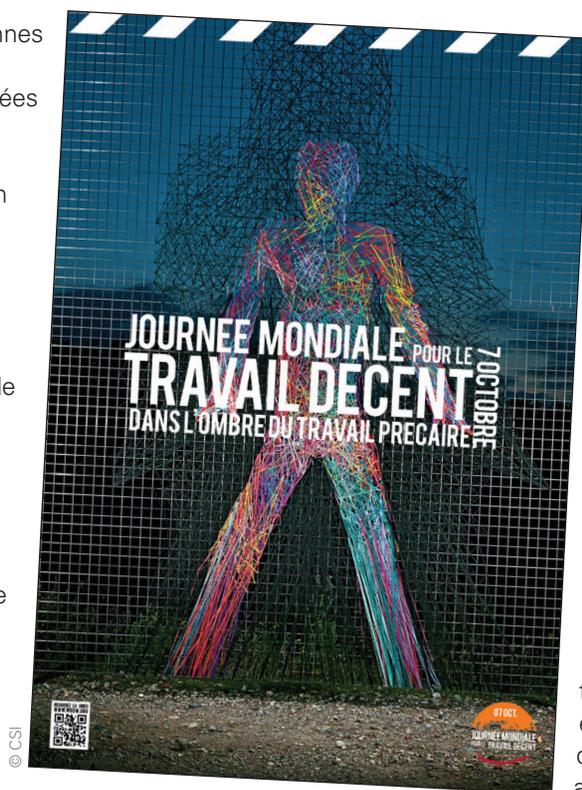
Alors que le monde est au bord d'une crise financière plus profonde et encore plus grave qu'en 2008 et que le chômage progresse dans toute la planète, les gouvernements des pays riches en particulier réalisent des coupes budgétaires draconiennes dans les services publics essentiels, notamment dans la santé et l'éducation. Les statistiques officielles indiquent que plus de 200 millions de personnes dans le monde sont à la recherche d'un emploi. Toutefois, ce chiffre n'inclut pas les dizaines de millions de personnes occupant des activités informelles et de subsistance.

En plus du nombre élevé de personnes qui n'ont aucun emploi, les trois dernières décennies ont été marquées par une forte augmentation de l'inégalité des revenus et par une tendance continue à l'augmentation de l'emploi intérimaire, précaire et à temps partiel au détriment des emplois sûrs et décents. Cette tendance à la précarité du travail a frappé le secteur de l'éducation ainsi que tous les autres secteurs de l'économie.

Bien que la crise mondiale de l'emploi soit enfin abordée par les responsables politiques et les institutions, telles que le Fonds monétaire international, le chômage est essentiellement considéré comme un symptôme, plutôt qu'une des causes de la crise financière. Fait inquiétant, l'impact du travail précaire, qui conduit à la baisse des revenus et de la demande dans l'économie réelle, ne reçoit pas l'attention qu'il mérite.

Des droits au travail

Lorsque la CSI a été fondée en 2006, l'une des décisions clés prises lors de son Congrès fondateur était d'instaurer une journée permettant aux travailleurs du monde entier de lancer leur appel au travail décent. Le travail décent se définit comme le plein emploi, les droits au travail, dont les droits syndicaux, la protection sociale et le



L'affiche de la Journée mondiale pour le travail décent

dialogue social entre des syndicats forts et indépendants et les groupes d'employeurs. Le 7 octobre a ainsi été retenu comme Journée mondiale pour le travail décent dans le calendrier international.

Depuis la première Journée mondiale pour le travail décent organisée en 2008, des millions de travailleurs/euses ont participé à des activités visant à

lier la lutte internationale en faveur des emplois de qualité pour tous aux campagnes nationales sur un large éventail de questions liées au monde du travail. De grandes manifestations, des assemblées sur les lieux de travail, des groupes de discussion, des manifestations culturelles et sportives, des mobilisations éclairées et autres activités innovantes et médiatiques ont ainsi eu lieu aux quatre coins du monde, des îles du Pacifique jusqu'à la côte ouest du continent américain.

La Journée mondiale pour le travail décent montre le meilleur du mouvement syndical en termes de dynamisme, d'inventivité et d'inclusivité. Elle offre une plateforme permettant aux personnes de tous horizons de manifester leur engagement aux valeurs et principes du mouvement syndical et à la solidarité avec leurs frères et sœurs exploité(e)s et opprimé(e)s dans tant de pays.

Participer

Le site web consacré à la Journée mondiale pour le travail décent (www.wddw.org) recense déjà plus de 230 actions dans 44 pays. De nombreuses actions supplémentaires y sont sans cesse ajoutées. Ce site vaut le coup d'œil et incitera, nous l'espérons, de plus en plus de personnes à participer à la prochaine Journée mondiale pour le travail décent. ■

SOLIDARITÉ

Cambodge: Réflexions sur les droits des enseignants

Par Rong Chhun et John Friend-Pereira, *Cambodian Independent Teachers' Association (CITA, Cambodge)*

L'Organisation internationale du Travail (OIT) est une institution puissante dont les syndicats de l'éducation doivent comprendre la mission et sur laquelle ils doivent s'appuyer pour défendre les droits des enseignant(e)s.

En dépit des engagements constitutionnels et juridiques internationaux qu'a pris le Gouvernement du Cambodge en matière de droit à la liberté d'association, les éducateurs/trices continuent de se voir nier ce droit et celui de la négociation collective, en vertu du Statut commun des fonctionnaires adopté en 1994. Cette loi interdit aux fonctionnaires de «créer tout syndicat ou d'entamer des négociations collectives avec le gouvernement».

Le gouvernement cambodgien continue de se refuser à toute réforme de ce statut qui l'alignerait sur les conventions 87 et 98 de l'OIT dont il est signataire, malgré les recommandations faites dans les rapports 334 et 336 du Comité de l'OIT sur la liberté d'association. Si l'on y ajoute l'absence de droit du travail applicable à la fonction publique – composée en majorité d'enseignant(e)s – ces derniers/ières subissent un handicap considérable quand il s'agit de défendre et promouvoir leurs droits.

Ce déni de droits a gravement entravé le développement de syndicats de l'éducation au Cambodge, qui ne peuvent s'enregistrer qu'en tant qu'associations (un statut nettement plus restrictif). Il a été exploité de façon cynique par le gouvernement pour empêcher les éducateurs/trices de s'exprimer de façon significative dans

le cadre de la réforme de l'éducation ou lors de négociations collectives.

La CITA continue de faire campagne en faveur du statut de syndicat, malgré deux projets de loi qui seront probablement adoptés avant la fin de 2011.

Le premier projet de loi porte sur les ONG et les associations. S'il était adopté dans sa forme actuelle, il s'appliquerait à la CITA et lui imposerait un fardeau administratif au coût élevé. Le second projet de loi concerne les syndicats et exclut actuellement les travailleurs/euses et enseignant(e)s de la fonction publique. Même s'il était modifié, il subsisterait un défi majeur, en particulier quant à l'autonomie des syndicats car, dans sa forme actuelle, il rejette l'esprit des Conventions 87 et 98 de l'OIT, refusant non seulement aux enseignant(e)s le droit de se syndiquer, mais aussi un rôle d'acteur clé dans l'éducation.

Projet de loi sur les ONG/associations

- L'article 10 exige que soit fournie une masse d'informations relatives à l'organisation, entre autres des photos de tous/toutes les dirigeant(e)s de l'ONG/association.
- Les articles 13 et 22 introduisent le paiement de frais d'enregistrement. De nombreuses ONG/associations pourraient ne pas pouvoir s'acquitter de ces derniers.

Projet de loi sur les syndicats

- Il exclut actuellement les fonctionnaires, en dépit des demandes de groupes syndicaux cambodgiens et internationaux.
- L'article 21 impose des critères stricts d'âge, de nationalité et de niveau d'instruction aux représentant(e)s et personnel des syndicats.

La CITA a participé activement à des activités de campagne en faveur d'une réforme de ces deux projets de loi, aux côtés d'autres syndicats et d'organisations de la société civile. Dans le cadre de ces efforts, la CITA a reçu l'assistance de l'IE pour introduire une requête concernant les projets de loi et les Conventions 87 et 98 de l'OIT auprès de la Commission de l'application des normes de la Conférence de l'OIT. ■

info

Pour plus d'informations, rendez-vous sur:
www.cita.org.kh

www.ilo.org/asia/countries/lang--en/WCMS_DOC_ASI_CNT_KHM_EN/index.htm

Pour envoyer un message de soutien via courriel:
cita@online.com.kh

SOLIDARITÉ

Haïti: une nouvelle dirigeante élue pour faire avancer l'éducation

Par François Beauregard, Centrale des syndicats du Québec (CSQ, Canada)

En mars 2011, et pour la première fois de son histoire, la Confédération des éducateurs haïtiens (CNEH), un syndicat représentant plus de 13.000 enseignant(e)s, a nommé une femme à sa tête: Lourdes Edith Joseph Delouis, nouvelle Secrétaire générale.

Lourdes Edith Joseph Delouis, lors du terrible tremblement de terre du 12 janvier 2010, a failli perdre la vie. Rencontre avec une enseignante de français dévouée et une militante syndicale déterminée à lutter pour l'amélioration de l'enseignement public dans un pays ravagé par les catastrophes naturelles et déstabilisé par la situation politique.



© CSQ/François Beauregard

L'élection d'une femme à des postes de direction en Haïti ne va pas nécessairement de soi. Pouvez-vous décrire votre campagne?

Dans mon pays, les femmes commencent lentement à accéder à certaines fonctions dans la haute administration publique, mais il reste beaucoup de progrès à accomplir en ce domaine. Le principal obstacle à la promotion des femmes demeure les lacunes de leur formation et de leur qualification professionnelle. La scolarisation est un donc un élément clé pour faciliter l'égalité entre hommes et femmes.

Et pour vous cela a été difficile?

Non, pas vraiment, car je milite dans mon syndicat depuis sa fondation, il y a vingt-cinq ans. Par conséquent, je suis très connue partout au pays. De plus, j'ai aussi été la première femme trésorière de la CNEH, alors mon élection n'a pas vraiment présenté de problèmes, notamment en terme d'égalité entre hommes et femmes.

Avez-vous souffert du tremblement de terre de janvier dernier?

Tout le peuple haïtien a souffert de cette terrible catastrophe et en souffre encore. Pour ma part, un édifice de cinq étages s'est effondré sur ma maison, la détruisant complètement, et, ce jour-là, j'étais à l'intérieur. Heureusement, j'ai eu tout juste le temps de sortir de la maison avec deux enfants après la première secousse. Mon heure n'était pas arrivée...

Comment arrivez-vous à exercer vos fonctions de dirigeante syndicale et d'enseignante dans pareil contexte?

J'ai tout de même la chance de pouvoir loger chez mon frère, mais cela complique mes déplacements pour le travail. Au moins, j'ai la chance d'avoir un toit au-dessus de la tête, ce qui n'est malheureusement pas le cas d'un grand nombre de mes camarades.

Quels sont les grands défis la CNEH dans le contexte de désorganisation actuelle de votre pays?

Nous faisons face à quatre grands défis. Premièrement, nous devons accroître le nombre de nos affilié(e)s pour améliorer les conditions de travail de la profession. Deuxièmement, il faut viser l'autonomie financière de notre organisation afin de réaliser nos objectifs. Troisièmement, il nous faut impérativement améliorer les conditions de travail de nos membres, car les salaires offerts sont inacceptables. Trop d'enseignant(e)s vivent dans la pauvreté. Plusieurs de mes collègues doivent cumuler deux emplois pour s'assurer un revenu décent. Enfin, il nous faut faire campagne en faveur de l'enseignement public, car dans mon pays, 85% des écoles sont privées et plusieurs régions du pays n'ont même pas d'école.

Le nouveau Président d'Haïti, Michel Martelly, n'a-t-il pas annoncé la création d'un fonds national pour l'éducation?

À première vue, c'est positif, mais on verra. La stratégie définitive n'est pas encore arrêtée. Va-t-on privilégier l'enseignement public ou le privé? Il faut s'assurer que les nouveaux fonds alloués servent à la mise en place d'un enseignement public de qualité et l'amélioration de la condition enseignante.

Quelles formes d'aide les organisations syndicales des autres pays peuvent-elles vous apporter?

Le 6e Congrès mondial de l'Internationale de l'Éducation (IE) a adopté, le 25 juillet, une résolution visant à appuyer notre campagne pour l'enseignement public pour tous en Haïti. Nous leur avons aussi demandé de faire pression sur leur pays afin qu'ils respectent leurs engagements en faveur de la protection de l'éducation contre les coupes budgétaires. ■

Etude sur la protection et l'inclusion sociales

Par Agnes Roman, Internationale de l'Éducation

La Commission européenne a publié un rapport intitulé «La protection sociale et l'inclusion sociale en Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie», ainsi que des rapports nationaux portant sur l'évaluation des défis auxquels ces pays du Caucase du Sud sont confrontés en matière de tendances du marché du travail, de protection sociale, de pensions, de soins de santé et d'éducation.

L'IE n'a cessé d'appeler à une action contre le manque d'infrastructure au sein des établissements d'enseignement dans les zones rurales et les rémunérations inférieures des enseignant(e)s, qui sont révélés par ces rapports. De bas salaires peuvent démotiver les enseignant(e)s, compromettre l'acquisition de compétences et influencer sur le rendement. Ils peuvent, en outre, entraîner une hausse des frais de scolarité et contraindre les enseignant(e)s à donner des cours privés pour compléter leurs revenus.

Alors que les coûts de l'éducation augmentent considérablement depuis la transition de l'ère soviétique, les dépenses publiques consacrées à l'éducation en pourcentage du PIB demeurent très faibles et l'égalité d'accès à l'éducation n'est pas garantie. ■

info

Un résumé du rapport est disponible à l'adresse suivante:

<http://go.ei-ie.org/eucommissionstudy>

Calendrier

NOVEMBRE 2011

- 1-3** Réunion du Comité régional Afrique de l'IE – Accra, Ghana
- 4-12** Sommet indo-mondial pour l'Education sur les collaborations académiques et l'a scolarisation des étudiant(e)s – New Delhi, Inde
- 8-10** Table-ronde de la Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques – Bangkok, Thaïlande
- 14-16** Réunion de l'IE sur la coopération au développement – Bruxelles, Belgique
- 17-18** Conférence de l'IE sur le stress au travail – Berlin, Allemagne
- 25** Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes – Au plan mondial
- 29-30** Forum mondial sur la migration et la société civile – Genève, Suisse
- 30** 39e Bureau exécutif de l'IE – Bruxelles, Belgique

DÉCEMBRE 2011

- 1** Journée mondiale de lutte contre le SIDA – Au plan mondial
- 10** Journée internationale des droits de l'Homme – Au plan mondial
- 15-17** Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du Travail – Genève, Suisse
- 18** Journée internationale des migrants – Au plan mondial

JANVIER 2012

- 23-24** Réunion annuelle du Conseil des syndicats mondiaux – Genève, Suisse

Nous accueillons volontiers vos commentaires concernant le magazine. Veuillez écrire à editor@ei-ie.org

Vous avez fini votre exemplaire de Mondes de l'Éducation?

Merci de le faire suivre à un ami ou de laisser à votre établissement scolaire, de façon à ce que des collègues ou des camarades syndicalistes puissent le lire.

Sauf stipulation contraire, les articles de ce magazine sont soumis à la licence Creative Commons Paternité-Pas d'utilisation Commerciale-Partage des Conditions Initiales à l'Identique 3.0. Cela signifie que vous êtes libre de copier, de distribuer et d'adapter les textes, dès lors que vous attribuez clairement la source à « Mondes de l'Éducation (ISSN 1810-5629) » et que vous n'en faites aucun usage commercial.

Pour en savoir plus, visitez le site : www.creativecommons.org/licenses/by-nc/sa/3.0/

Pour tout usage outrepassant le cadre de cette licence, veuillez contacter editor@ei-ie.org.



Les Mondes de l'Éducation est publié par l'Internationale de l'Éducation, la fédération syndicale internationale représentant 30 millions d'enseignant(e)s et de travailleurs/euses de l'éducation, du préscolaire à l'universitaire, dans plus de 170 pays à travers le monde.

Pour en savoir plus sur l'IE, allez sur: www.ei-ie.org



Internationale de l'Éducation
5 Boulevard du Roi Albert II
1210, Bruxelles, Belgique
Tel: + 32 2 224 0611
Fax: + 32 2 224 0606
Courriel: headoffice@ei-ie.org

Editeur responsable légal :
 Fred van Leeuwen, Secrétaire général
 Rédacteur en chef : Pav Akhtar
 Assistants éditoriaux : Mar Candela, Claude Carroué et Frédéric Destrée
 Mis en page par: Mulberry Design
 ISSN: 1810-5629



Printed on recycled paper

BAHRAIN ■ BAHREÏN ■ BARÉIN

Appel à action urgente: Bahreïn

L'IE demande la libération immédiate des dirigeant(e)s syndicaux/ales de la *Bahraini Teachers' Association* (BTA).

Le 25 septembre 2011, le Président, Mahdi Abu Dheeb, et la Vice-présidente de la BTA, Jalila al-Salman, ont été respectivement condamnés à dix et trois ans de prison pour s'être livrés à des activités syndicales illégales. M. Abu Dheeb a entamé une grève de la faim pour protester contre son maintien en détention.

L'IE appelle à la libération immédiate et inconditionnelle de Mme al-Salman et de M. Abu Dheeb. Elle appelle aussi au respect des libertés et droits fondamentaux des enseignant(e)s et de leurs syndicats.

Vous pouvez aider en envoyant un message en ligne aux autorités du Bahreïn maintenant! Pour plus de détails, rendez-vous sur: <http://go.ei-ie.org/bahrain> ■

Bahreïn



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación